

DK NEWS



Horaires des prières

Fajr: 06h05 Dohr: 12h39
Asr: 15h15 Maghreb: 17h33 Isha: 19h02

MÉTÉO

Alger	: 16°	11°
Oran	: 15°	12°
Annaba	: 17°	09°
Béjaïa	: 15°	09°
Tamanrasset:	28°	15°

www.dknews-dz.com

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 6 décembre 2023 / 22 Djoumada Al Awla 1445 - N° 3434 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

PRÉSIDENTICE DE
LA RÉPUBLIQUE

**Tebboune reçoit
le président
de l'APN**

P. 24

COLLECTIVITÉS LOCALES

**Le président de la
République opère un vaste
mouvement dans le corps
des Chefs de daïra**

P. 24

ALGÉRIE - RUSSIE

**Le Président russe: "Nous
apprécions le processus équilibré
de la politique étrangère des
dirigeants algériens" (agence)**

P. 24

2^E CONFÉRENCE AFRICAINE DES STARTUPS

Le Premier ministre préside la séance d'ouverture des travaux

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a procédé, mardi à Alger, à l'ouverture des travaux de la deuxième édition de la conférence africaine des startups (African Startups Challenge- ASC), organisée par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, sous le Haut Patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L'ouverture des travaux a eu lieu au CIC en présence de plusieurs membres du gouvernement, du Médiateur de la République, du président du Conseil national économique, social et environnemental, de hauts cadres de l'Etat, d'ambassadeurs de pays africains, ainsi que des représentants de différentes entreprises publiques et privées et organisations patronales.

P. 3



QUALITÉ

**Vers la création d'un réseau
national de laboratoires de
conformité de la qualité agréés en
industries électriques (Algerrec)**

P. 6

UNIVERSITÉ - ENTREPRISE

**Signature
d'une convention
entre l'USTHB
et l'UNEP**

P. 24

PÉTROLE

**Le prix du baril
de Brent clôture
à 78,03 dollars**

P. 7

SANTÉ

YEUX
FATIGUÉS

**Que faire
pour les
soulager**

P. 12-13

FOOTBALL

CAF AWARDS 2023

**Le but de Bousseliou
(USMA) face à l'AS FAR
nommé pour
le but de l'année**

P. 22



SOUTIEN
AUX PROJETS
CULTURELS ET
ARTISTIQUES

**Ouverture des
candidatures
devant les
associations**

P. 16

ALLOCATION
DE SOLIDARITÉ
RAMADHAN

**Ouverture des
inscriptions
(ministère)**

P. 8

CONSEIL DE LA NATION

Visite d'étudiants de la faculté de droit et des sciences politiques de l'université d'El Oued

Un groupe d'étudiants de la faculté de droit et des sciences politiques de l'université d'El Oued, ont effectué, lundi, une visite au siège du Conseil de la nation, indique un communiqué du Conseil. Cette visite s'inscrit dans le cadre "des portes ouvertes organisées par le Conseil de la nation dans le but d'ancrer la culture parlementaire", a ajouté la même source. A cette occasion, les étudiants ont visité les différentes structures et organes du Conseil de la nation, et suivi des "explications sur le fonctionnement du Conseil de la nation, son rôle dans la législation et dans le contrôle des activités de l'exécutif, ainsi que son importance dans la structure institutionnelle nationale", conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Première élection électronique dans le secteur

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, lundi, la première élection électronique dans le secteur, s'inscrivant dans le cadre du "Tout numérique", indique un communiqué du ministère. M. Baddari a présidé au siège du ministère, "la première élection électronique des membres des bureaux des comités pédagogiques régionaux de spécialités en sciences médicales (CPRS)", qui s'inscrit dans le cadre du "Tout numérique", constituant ainsi "un nouveau jalon dans le domaine de l'économie de l'information", ajoute le communiqué. L'opération, saluée par tous les participants, a vu la participation de représentants des conférences régionales et du syndicat des hospitalo-universitaires, conclut le document.

DIPLOMATIE

Nouvel ambassadeur d'Algérie au Mozambique

Le gouvernement mozambicain a donné son agrément à la nomination de M. Ridha Nebais en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République du Mozambique, indique lundi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

MÉDIAS

Décès du journaliste Djamel Boukercha : la Direction générale de la communication de la Présidence de la République présente ses condoléances

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion, suite au décès du journaliste de la Radio nationale (Chaîne 3), Djamel Boukercha, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. "La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente à la famille du journaliste de la Radio nationale (Chaîne 3), Djamel Boukercha, et à l'ensemble de la corporation médiatique, ses sincères condoléances, les assurant de sa profonde compassion et priant Dieu, Tout Puissant, d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à ses proches. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", lit-on dans le communiqué.

Décès du photographe de presse Amine Chikhi : le ministre de la Communication présente ses condoléances

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a présenté ses sincères condoléances à la famille du photographe de presse Amine Chikhi, décédé lundi à l'âge de 51 ans. Le ministre de la Communication a présenté ses sincères condoléances à la famille du défunt, ainsi qu'à l'ensemble de la corporation, les assurant de sa sympathie et priant Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de prêter patience et réconfort à sa famille et à ses proches.

ORAN

Levée du gel sur la réhabilitation de 145 immeubles du vieux bâti au centre-ville

Le gel a été levé récemment sur la réhabilitation de 145 immeubles du vieux bâti du centre ville d'Oran, a-t-on appris lundi du président de l'assemblée populaire communale (APC) d'Oran. Les anciens immeubles concernés par la levée du gel sur leur réhabilitation se trouvent au niveau des rues "Larbi Ben Mhidi", "Mohamed Khemisti", boulevard "Maata Mohamed El Habib", et autres. Les travaux de réhabilitation porteront particulièrement sur le ravalement des façades, le confortement des cages d'escaliers et de l'étanchéité et la rénovation technique, tout en préservant le cachet architectural des bâtisses, a-t-on expliqué. D'autre part, M. Allouche a fait part de la levée du gel sur le projet de réhabilitation du siège de l'assemblée populaire communale d'Oran sis à la place du "1er novembre 1954" au centre-ville. Les travaux de ce dernier projet seront lancés après l'achèvement des procédures administratives et le choix des entreprises chargées de sa réalisation, a-t-il dit.

ASPHYXIE AU MONOXYDE DE CARBONE

5 morts durant les dernières 24 heures

Cinq personnes ont trouvé la mort suite l'inhalation du monoxyde de carbone durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public, lundi, par les services de la Protection civile. Il s'agit de deux femmes âgées respectivement de 45 ans et 84 ans, et trois membres d'une même famille, le père (40 ans), la mère (35 ans) et de leur enfant (7 ans), précise la même source, soulignant qu'une quatrième victime de cette famille a été sauvée, précise la même source.

Une vieille femme meurt par monoxyde de carbone à Ain Fakroun (Oum El Bouaghi)

Une femme de 84 ans, résidant dans la commune d'Ain Fakroun (Oum El Bouaghi), est décédée, lundi, à la suite de l'inhalation de monoxyde de carbone provenant d'un radiateur de chauffage fonctionnant au butane, a indiqué la Protection civile dans un communiqué. Il est précisé, dans ce document, que les éléments de l'unité secondaire de Protection civile de la commune d'Ain Fakroun sont intervenus au lieu-dit "Douar Hadjadj" où habite la victime dont ils n'ont pu que constater le décès. Le corps de la vieille dame a été déposé à la morgue de l'hôpital Hamouda-Omar d'Ain Fakroun, conclut le communiqué de la Protection civile.

M'SILA

Deux morts et trois blessés dans un accident de la route à Ouled Slimane

Deux personnes ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées, dans un accident de la route survenu, lundi-soir, à la commune d'Ouled Slimane (Sud de M'sila), indique un communiqué de la direction de wilaya de la protection civile. L'accident est survenu sur la route nationale n 46 au lieu-dit "Laqsiat", suite à une collision entre un véhicule léger et un bus, entraînant sur place, la mort de deux personnes et trois autres blessées, a précisé la même source. Les éléments de l'unité secondaire de la protection civile de Ben Srour, appuyés par l'unité secondaire de Bou Saada, sont intervenus pour évacuer les corps des personnes décédées vers la morgue de l'hôpital de la commune de Ben Srour, indique-t-on de même source. Les blessés ont été également évacués vers le même hôpital, selon la protection civile. De leur côté, les services de sécurité territorialement compétents ont diligenté une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de l'accident.

ALGER

Arrestation d'un usurpateur de la qualité de psychologue

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation d'un individu usurpateur de la qualité de psychologue qui a escroqué 7 personnes auxquelles il a soutiré plus d'un (1) milliard de centimes, indique, lundi, un communiqué des mêmes services. Selon la même source, "cette affaire, qui remonte à la semaine dernière, a été traitée par la deuxième circonscription de la police judiciaire de Bab Ezzouar qui a arrêté un individu pour avoir escroqué 7 victimes en se faisant passer pour un psychologue et

INDONÉSIE

Le bilan d'une éruption volcanique porté à 13 morts

Le bilan de l'éruption du volcan Marapi, dans l'ouest de l'Indonésie, a été relevé à 13 morts, après la découverte des corps sans vie de deux nouveaux randonneurs, a indiqué mardi un responsable des secours. Le nombre total de personnes décédées s'élève actuellement à 13 personnes. Dix randonneurs disparus sont toujours recherchés, a déclaré Abdul Malik, directeur des secours de la ville de Padang.

ETATS-UNIS

Cinq personnes dont le tireur présumé tuées dans l'Etat de Washington

Cinq personnes ont été tuées dimanche dans une fusillade à Orchards, dans l'Etat américain de Washington, a rapporté lundi l'Associated Press. La police a trouvé cinq corps dans une maison à Orchards dimanche après-midi, a annoncé dimanche soir le bureau du shérif du comté de Clark, ajoutant que les décès semblaient être du type meurtre-suicide. Selon la police, un membre de la famille a reçu un SMS d'une personne se trouvant dans la maison disant qu'ils avaient fait du mal à des personnes. L'équipe SWAT est entrée dans la pièce avec du personnel médical d'urgence, mais les cinq adultes se trouvant à l'intérieur étaient décédés, a ajouté l'Associated Press.

INDE

Des pluies torrentielles font 5 morts et entraînent la fermeture d'un aéroport dans le sud du pays

Le nombre de décès causés par les fortes pluies et les rafales de vent est passé lundi à cinq à Chennai, dans le sud de l'Inde, où la tempête cyclonique Michaung s'apprête à toucher terre dans les 15 prochaines heures, selon des sources officielles. L'aéroport international de Chennai a été fermé jusqu'à mardi 09H00, de l'eau arrivant à hauteur des genoux ayant envahi l'aéroport. Des images télévisées ont montré des avions immobilisés au milieu de larges étendues d'eau. "L'aérodrome sera fermé aux arrivées et aux départs jusqu'à demain 09H00 (heure standard de l'Inde) en raison de conditions météorologiques défavorables", ont annoncé les autorités aéroportuaires de Chennai dans un message sur X (anciennement Twitter). La vie quotidienne a également été perturbée à Chennai, où des voitures et d'autres véhicules ont été aperçus flottant au milieu des eaux de crue, tandis que des torrents d'eau pénétraient dans les maisons, les hôtels et les bâtiments gouvernementaux.

ALLEMAGNE

Munich sous la neige : l'aéroport fermé au trafic mardi

Les responsables de l'aéroport de Munich ont annoncé lundi soir qu'il serait fermé au trafic au moins mardi matin et probablement toute la journée, en raison de la neige et de pluies givrantes qui paralysent depuis vendredi la Bavière, dans le sud de l'Allemagne. De fortes chutes de neige ont provoqué le chaos ce week-end dans les transports aérien et ferroviaire, en Bavière, en particulier dans sa capitale Munich. Aucun avion ne décollera de l'aéroport munichois ou n'y atterrira mardi entre 06H00 (05H00 GMT) et 12H00 (11H00 GMT). "Ceci en raison des prévisions météo qui annoncent des pluies givrantes dans la nuit de lundi à mardi, rendant impossible au moins toute la matinée, le trafic aérien", dans des conditions optimales de sécurité, a expliqué l'aéroport. Les personnels au sol vont s'employer à dégivrer le tarmac mardi matin, "mais on peut d'ores et déjà envisager que la majorité des vols devront être annulés toute la journée pour des raisons de sécurité", a prévenu l'autorité aéroportuaire qui conseille aux passagers de contacter les compagnies aériennes.

président d'une association d'assistance médicale en vue de les anaqueter et auxquelles il a soutiré plus d'un (1) milliard de centimes". "Les victimes se sont présentées aux services de la police après la publication d'un appel à témoin sur la page officielle Facebook de la police d'Alger. Après l'arrestation du mis en cause, ce dernier a été déféré devant le parquet territorialement compétent pour escroquerie et usurpation de qualité liée à une profession légalement réglementée", ajoute le communiqué.

2^E CONFÉRENCE AFRICAINE DES STARTUPS**Le Premier ministre préside la séance d'ouverture des travaux**

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a procédé, mardi à Alger, à l'ouverture des travaux de la deuxième édition de la conférence africaine des startups (African Startups Challenge- ASC), organisée par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, sous le Haut Patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

L'ouverture des travaux a eu lieu au CIC en présence de plusieurs membres du gouvernement, du Médiateur de la République, du président du Conseil national économique, social et environnemental, de hauts cadres de l'Etat, d'ambassadeurs de pays africains, ainsi que des représentants de différentes entreprises publiques et privées et organisations patronales.

Cette rencontre internationale, qui se tient avec la participation de près de 200 experts internationaux et environ 50 ministres et décideurs africains dans le domaine des startups et de l'innovation sous le slogan : "L'innovation pour le développement du continent africain", vise à donner plus de visibilité aux startups africaines, tout en permettant à tous les décideurs africains de s'enquérir de tout ce qui se passe dans les autres pays du continent et d'échanger les expériences et signer des accords de coopérations dans ce domaine. Durant les trois jours de cet événement, une réunion regroupera les ministres africains en



charge de l'innovation et des startups afin de concrétiser les décisions adoptées par les participants à cette réunion en 2022, telle que la création d'un Fonds des

fonds africains des startups, ou encore l'adoption d'une stratégie africaine uniforme pour réduire la fuite des cerveaux, ainsi que la facilitation de la mobilité des talents africains et les startappeurs entre les différents pays du continent. Parmi les activités annexes de cette édition 2023 de la ASC, la tenue d'un salon qui verra la participation de près de 200 exposants de différents pays africains, mais aussi des panels qui débiteront autour de plusieurs sujets liées aux startups et à l'innovation.

Ce salon regroupe des startups algériennes, ainsi que d'autres, venant de différents pays africains. Elles représentent des secteurs tels que l'énergie, la fintech, le Big Data, la santé, la cyber sécurité, le Cloud, l'éducation ou encore la mobilité.

En marge de la conférence, se tiendra, également, le concours africain dans le domaine de l'Intelligence Artificielle pour le développement durable (AI 4 Good Challenge) ou encore un concours dans le domaine de la robotique (AI 4 Robotics) et d'autres événements.

Président de la République : "accorder la priorité au secteur des startups dans le développement économique national"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi à Alger, dans une allocution adressée à la Conférence africaine des startups (African Startup Conference), lue en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, sa forte volonté politique de développer les domaines de l'innovation et de relancer les startups qui représentent un enjeu majeur dans l'ordre des priorités nationales tracées dans son ambitieux programme et visant l'accélération du rythme du développement économique, en mobilisant toutes les ressources nécessaires pour organiser ce secteur prometteur et accompagner les porteurs de projets dans les différentes étapes.

Le président de la République a rappelé les mesures et

initiatives prises à cet effet, notamment la valorisation de la formation dans de nombreuses spécialités liées à l'activité des startups, y compris la création d'écoles spécialisées, et l'établissement de ponts de communication entre les centres de formation et de recherche d'une part, et le monde de l'entrepreneuriat d'autre part.

Le Président Tebboune a également mis l'accent sur les plans mis en œuvre pour l'accompagnement et l'incubation de projets innovants, notamment la création de pôles technologiques et le lancement de la plateforme dédiée à la recherche, au développement et à l'innovation ouverte, ainsi que la mobilisation d'espaces pour la domiciliation des startups, particulièrement, au sein des universités, outre la création de mécanismes spéciaux de financement

et la garantie de nombreuses facilités pour encourager ce type d'initiatives.

Dans ce cadre, le président de la République a salué les résultats réalisés ces dernières années par le secteur de l'économie de la connaissance et des startups en Algérie, notamment à travers la création d'un écosystème national catalyseur de l'initiative et de l'innovation, ayant abouti à la réalisation d'acquis qualitatifs en termes de création de startups et permis à l'Algérie d'occuper la place de leader au niveau continental.

Cette dynamique qualitative devra connaître un rythme accéléré durant la prochaine période, avec les profondes réformes économiques engagées pour l'amélioration du climat d'investissement et des affaires.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Les enfumades de Laghouat: le colonialisme français a adopté la doctrine de l'extermination massive (conférence)

Le colonialisme français a fait de l'extermination massive du peuple algérien sa doctrine militaire, ont souligné les participants à une conférence historique tenue lundi à l'université Ammar Thelidji de Laghouat, dans le cadre de la commémoration du 171^{ème} anniversaire des enfumades de Laghouat perpétrées par le colonialisme français le 4 décembre 1852.

Les intervenants ont, lors de cette rencontre placée sous le thème "L'extermination, doctrine du colonialisme, des scènes d'El-Khalia se reproduisent à Ghaza" à laquelle a assisté en partie

le ministre des moudjahidine et Ayants-droit, Laid Rebiga, mis à nu les crimes commis par le colonialisme français depuis son invasion de l'Algérie en optant pour une doctrine militaire basée sur l'extermination massive de la population sans défense.

Dans sa communication intitulée "L'extermination collective, une doctrine militaire commune entre l'occupation française et sioniste", le Pr. Mahmoud Allali, enseignant d'histoire à l'université de Laghouat, a souligné que la France coloniale a "usé de l'extermination massive en

tant que doctrine militaire", ajoutant que l'adoption de "cette approche militaire aboutit inéluctablement aux mêmes exactions abominables", en faisant le parallèle avec ce qui se passe actuellement à Ghaza. Abordant les atrocités commises à Laghouat, l'universitaire Aïssa Bougrine, enseignant à l'université de Laghouat, a, indiqué dans son exposé sur les enfumades de l'armée coloniale perpétrées le 4 décembre 1852, que la France coloniale entendait, par ce crime collectif, en faire de Laghouat un exemple pour annihiler toutes velléités de résistance des autres

régions du sud. La résistance farouche de la population de Laghouat face à cette action criminelle (enfumades) qui a, selon des sources historiques, coûté la vie aux deux tiers de la population de Laghouat, a fait subir de lourdes pertes à l'armée coloniale française, selon la même source.

Intituée en coordination avec la radio Algérie internationale, cette rencontre a été mise à profit pour honorer des membres de la famille révolutionnaire, dont les Moudjahidine Abbou Guida et Touati Mustapha et la famille du défunt Moudjahid Kaddour El-Far.

La résistance populaire de Laghouat nous rappelle des sacrifices ayant détruit l'orgueil du colonialisme (ministre)

La commémoration de l'anniversaire des enfumades de Laghouat et la grande résistance populaire nous rappellent les sacrifices consentis par nos aïeux, qui ont détruit l'orgueil des colonisateurs français, a souligné lundi à Laghouat le ministre des moudjahidine et des ayants-droit, Laid Rebiga "La commémoration des enfumades de Laghouat et la grande résistance populaire est un témoignage vivant des sacrifices consentis par les vaillants résistants ayant détruit l'orgueil de l'occupant français", a affirmé le ministre lors des festivités commémoratives du 171^{ème} anniversaire des enfumades de Laghouat, (4 décembre 1852), soulignant notre attachement, par les liens de sang des martyrs, avec cette génération de résistants.

M. Rebiga a ajouté qu'à travers cette commémoration "nous rendons hommage aux sacrifices des générations passées qui se sont sacrifiées farouchement pour la défense de la patrie pour que nous vivions libres sur notre terre", ajoutant que la wilaya de Laghouat constitue une citadelle nationale et spirituelle Ile de l'Algérie révolutionnaire et rebelle contre le joug colonial et qui a payé un lourd tribut de ses fils, Chouhada et Moudjahidine

pour la liberté et l'indépendance. La France coloniale a "recouru durant 132 ans à une guerre d'extermination odieuse et atroce usant des actes de pillage, vandalisme, génocide, incendies, et liquidation physique à l'encontre d'une population sans défense", a rappelé le ministre citant dans ce contexte les enfumades de Laghouat en 1852 (année El Khalia), un des plus odieux crimes perpétrés par le colonialisme ayant coûté la vie aux deux tiers de la population locale et des régions environnantes.

"Ces images d'atrocités et de génocide ayant été vécues par le peuple algérien sont reproduites aujourd'hui par l'entité sioniste à l'encontre de nos frères palestiniens que nous soutenons avec honneur et fierté dans sa lutte contre les plans et visées sionistes d'occupation et de déportation", a-t-il poursuivi.

Le ministre a, à ce titre, rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait dans son message à l'occasion de la Journée Internationale de solidarité avec le peuple palestinien, souligné que l'Algérie qui a payé un lourd tribut pour recouvrer sa souveraineté et son indépendance et a servi, il y a 35 ans, de cadre pour la déclaration de la création de l'Etat de Palestine,

reste fidèle aux causes justes et ne ménage aucun effort à soutenir la résistance du peuple palestinien jusqu'à ce qu'il obtienne pleinement ses droits.

Le ministre des moudjahidine et des ayants-droit s'est auparavant recueilli, en compagnie des autorités locales et membres de la famille révolutionnaire, à la mémoire des Chouhada au carré de la résistance populaire de Laghouat.

Le programme commémoratif du 171^{ème} anniversaire des enfumades de Laghouat qu'abrite l'université Ammar Thelidji, prévoit une conférence nationale, initiée en coordination avec la radio Algérie internationale, intitulée "L'extermination, doctrine de l'occupation: les scènes de l'année "El-Khalia" se reproduisent à Ghaza". Outre cette conférence à animer par des chercheurs en histoire et universitaires, l'évènement donnera lieu à l'émission d'un nouveau timbre - poste à l'occasion de la commémoration du 171^{ème} anniversaire des enfumades de Laghouat, et d'honorer des membres de la famille révolutionnaire et des chercheurs universitaires de la wilaya.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Le projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire devant la commission spécialisée

La commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a entendu, lundi, un exposé du ministre de la Justice, Gardé des Sceaux, Abderrachid Tabi, sur le projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, décidée par la justice aux femmes divorcées et aux enfants gardés.

Dans son exposé, le ministre a expliqué que ce projet de loi intervenait pour "réviser le cadre juridique régissant l'intervention de l'Etat en matière de pension alimentaire, qui constitue un engagement fondamental assumé par l'époux envers la femme divorcée et les enfants gardés suite à la dissolution des liens conjugaux".

"Le refus délibéré de payer la pension alimentaire constitue un crime puni par la loi", a-t-il ajouté. Le projet de loi s'articule autour de trois axes fondamentaux, le premier portant sur le champ d'application et stipule que les bénéficiaires des redevances financières sont l'enfant gardé ayant bénéficié d'une pension alimentaire en vertu d'une ordonnance judiciaire, y compris pour la pension alimentaire provisoire en cas de requête de divorce, et la femme divorcée qui a bénéficié de jugement lui

octroyant une pension alimentaire.

Le deuxième axe porte sur le Fonds de la pension alimentaire. Cet axe stipule que l'Etat prend en charge les redevances financières prévues dans ses dispositions à travers un fonds de pension alimentaire, géré par le ministre de la Justice, Gardé des Sceaux, via les secrétariats généraux des Cours, tout en réglementant l'accès aux redevances financières du fonds par des conditions et procédures précises qui garantissent à l'Etat, représenté par le ministère de la Justice, la transparence dans la gestion des deniers du fonds conformément à des mécanismes spéciaux de recouvrement des redevances payées, garantissant aux enfants et aux femmes divorcées l'obtention de la pension alimentaire accordée par la justice conformément à des conditions et des procédures simples.

Concernant le troisième axe, le ministre a indiqué qu'il concernait la gestion du Fonds de la pension alimentaire au niveau local à travers l'établissement de mécanismes juridiques spéciaux en vue de coordonner entre les parties de paiement et de recouvrement des redevances financières, en attribuant le pouvoir d'ordonner le paiement de dettes financières du créancier au titre de la pension alimentaire, au secrétaire général au niveau des cours de justice en sa qualité d'ordonnateur secondaire.

Ce projet oblige le secrétaire général au niveau de la cour de justice de mettre à la disposition du trésorier de la wilaya toutes les informations pouvant faciliter le recouvrement des créances financières tout en obligeant le trésorier à payer les créances sur la base d'un virement de paiement émis par le secrétaire général au niveau de la



cour dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de sa réception, a-t-il ajouté.

Dans le même contexte, M. Tabi a souligné que le trésorier de la wilaya "transmettra le relevé contenant la liste nominative des débiteurs à l'agence judiciaire du

trésor pour se constituer partie civile devant les juridictions dans les cas de non paiement de la pension alimentaire dans lesquels le créancier obtient des redevances financières au moyen d'une pension alimentaire conformément aux dispositions de ce projet de loi".

DROITS DE L'HOMME

Clôture de la 71^e session ordinaire de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples

La 71^e session ordinaire de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CAFDHP) s'est clôturée, lundi à Alger, par un appel au nécessaire amendement du code pénal de certains pays africains en ce qui concerne la peine de mort. La séance de clôture s'est déroulée au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, sous la présidence de Mme Imani Daud Aboud, présidente de la CAFDHP. En marge des travaux de cette séance, le juge Chafika Bensaoula, membre de la CAFDHP, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que l'accent a été mis sur la question de la peine de mort, car "le code pénal dans certains pays africains ne confère pas au juge de pouvoir discrétionnaire pour retenir des circonstances atténuantes et considère la peine de mort comme exécutoire pour certains crimes".

"Cela étant contraire à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, la Cour africaine a décidé d'appeler les pays concernés à amender leur code pénal pour conférer au juge le pouvoir d'appliquer des circonstances atténuantes s'agissant de la peine de mort", a expliqué l'inter venante, notant que cette problématique ne se posait pas en Algérie, car le magistrat algérien "dispose du pouvoir discrétionnaire et n'impose pas de peine de mort si des circonstances atténuantes existent". Le juge tunisien Rfaa Benachour a, pour sa part, déclaré que "dans certains pays, le juge n'a aucun pouvoir discrétionnaire pour évaluer les circonstances du crime et applique la loi de manière systématique en exécutant la peine de mort, ce que la Cour africaine considère comme une violation de l'article 4 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, qui garantit le droit à la vie". La Cour africaine, qui est basée à Arusha (Tanzanie), compte 11 juges ressortissants des Etats membres de l'Union africaine. Elle tient quatre sessions ordinaires par an et peut tenir des sessions extraordinaires. La 71^e session ordinaire de la CAFDHP a été marquée par plusieurs activités, dont le 6^e Dialogue judiciaire africain, organisé du 20 au 22 novembre à Alger. Les membres de la Cour ont visité plusieurs instances et institutions algériennes, dont le Conseil de la nation, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, le ministère de la Justice, la Cour suprême, la Cour constitutionnelle, le Conseil national des droits de l'Homme et l'Union nationale des ordres des avocats, afin de sensibiliser sur le rôle et les fonctions de la Cour.

COMMERCE

M. Zitouni appelle à renforcer les capacités de production des minoteries

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a appelé, lundi à Alger, à renforcer les capacités de production des minoteries pour assurer la disponibilité de la semoule subventionnée et des pâtes alimentaires à l'approche du mois de Ramadhan. Présidant la Rencontre nationale des responsables des minoteries publiques et privées, au Palais des expositions d'Alger, le ministre a précisé que cette rencontre de concertation avec les partenaires et les professionnels du secteur "vise à assurer la stabilité de l'approvisionnement du marché national en semoule subventionnée et en pâtes, pour

couvrir les besoins nationaux, notamment à l'approche du mois de Ramadhan", indique un communiqué du ministère.

Selon la même source, cette rencontre entre également dans le cadre de l'approche participative et consultative du ministère avec les différentes filières professionnelles pour identifier les difficultés auxquelles les professionnels sont confrontés. Après avoir écouté les préoccupations et les propositions des responsables des minoteries, M. Zitouni a insisté sur "l'impératif de coordonner les efforts en vue de garantir la disponibilité de la semoule subventionnée et des pâtes

alimentaires et de s'adapter à l'augmentation de la consommation, notamment à l'approche du mois de Ramadhan", note le communiqué. La rencontre a été marquée par la présence du directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic), Nasreddine Messaoudi, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

Kamel Moula, du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, de cadres des ministères du Commerce et de l'Agriculture, ainsi que de professionnels et acteurs concernés, conclut la même source.

FINANCEMENT DES PROJETS AGRICOLES

Le ministère de l'Agriculture signe une convention-cadre avec l'ABEF

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a signé, lundi à Adrar, une convention-cadre avec l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), visant à généraliser le financement des investissements agricoles. La convention a été signée par la directrice de la programmation et de l'appui économique au ministère, Mme Souad Assaous, et le délégué général de l'Association, M. Rachid Belaid, en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, et ce, en marge la rencontre nationale sur l'investissement agricole, organisée sous le thème "l'Agriculture au sud, un atout majeur pour notre sécurité alimentaire", sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Cette convention vise à "définir le cadre général entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'ABEF, pour généraliser le financement des projets agricoles par les

représentants de la place bancaire conformément aux instructions des autorités publiques", lit-on dans un document distribué lors de la cérémonie de signature.

La signature de cette convention intervient également dans le cadre de la mise en oeuvre des recommandations des Assises nationales sur l'Agriculture tenues le 28 février dernier, et relatives au renforcement de la sécurité alimentaire et l'encouragement de l'investissement dans les grands projets agricoles au sud, aux Hauts-plateaux et le renforcement du partenariat. Les deux parties s'engagent en vertu de cette convention à "coordonner leurs efforts pour atteindre leurs objectifs à travers le renforcement du financement du secteur agricole, la consultation et la coopération entre le secteur agricole et les banques et établissements financiers, en vue de mettre en place des mécanismes de financement encourageant les investissements agricoles, ruraux, forestiers et les industries agroalimentaires".

JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES

L'USTHB abrite une campagne de sensibilisation aux dangers des changements climatiques

Une campagne de sensibilisation aux dangers des changements climatiques et aux voies et moyens de la lutte contre le phénomène, a été organisée lundi à l'Université des sciences et de la technologie (USTHB) Houari-Boumediène à Alger, parallèlement à la célébration de la Journée internationale des volontaires.

Cette campagne de sensibilisation a été marquée par le lancement d'une vaste opération de reboisement, à travers la plantation de pas moins de 600 arbres de type Paulownia, une variété choisie pour son grand rôle dans la prévention du changement climatique et de la sécheresse, sachant qu'il est parmi les arbres les plus rapide en terme de

croissance et d'absorption du CO₂.

A cette occasion, le recteur de l'université, M. Djamel Eddine Akretche, a affirmé que cette campagne, organisée en coordination avec l'Organisation algérienne de l'environnement et de la citoyenneté, s'inscrivait dans le cadre de la contribution aux efforts de l'Etat, en vue de préserver l'environnement et la diversité végétale, soulignant l'intérêt de l'université pour toutes les initiatives menées par les étudiants, en vue de contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

En marge de l'opération de reboisement, une communication a été donnée sur les effets des changements climatiques dans le monde durant l'année en

cours, ainsi qu'une autre sur le rôle de la campagne de volontariat qui est l'une des valeurs importantes dont se distingue la société algérienne. Parallèlement aux campagnes de reboisement marquant la Journée internationale des volontaires, l'Organisation algérienne de l'environnement et de la citoyenneté a lancé une campagne de don de sang au niveau de l'université.

Pour rappel, l'Organisation des nations unies (ONU) a institué en 1985, la journée du 5 décembre, en vue de la célébration de la Journée internationale des volontaires, et ce en hommage au volontariat et en soutien à son rôle dans le développement socio-économique.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Journée d'étude régionale d'évaluation des dispositions de la loi 10-18 à Sidi Bel-Abbès

Une journée d'étude sur l'évaluation de mise en œuvre des textes d'application portant sur la taxe sur la formation professionnelle continue et la taxe sur l'apprentissage, a été organisée lundi à Sidi Bel-Abbès.

Le directeur central au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Sadik Kouidir a indiqué que l'objectif de la tenue de cette rencontre est d'étudier et débattre d'articles de la loi 10-18 en date du 10 juin 2018 (articles 07 et 35), de lever les obstacles à son application et de recueillir des préoccupations liées à ce sujet.

Il a souligné que cette journée d'étude est la deuxième du genre après celle organisée dans la wilaya de Sétif. Elle sera suivie d'ateliers pratiques visant à formuler des recommandations qui seront soumises au ministère de tutelle pour enrichissement de la loi modifiée. Pour sa part, le directeur de wilaya du secteur, Boukhlif Mokhtar a souligné



que cette rencontre, à laquelle ont pris part les cadres d'instituts de formation et d'enseignement professionnels de 14 wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays, comporte une présentation des bilans par chaque direction de wilaya des travaux de la commission spécialisée avant et après la publication

des textes réglementaires en vigueur, ainsi que le bilan de la commission de wilaya de chaque direction spécialisée, chargée de déterminer la taxe d'apprentissage.

Une communication a été présentée par le représentant de la direction des impôts de Sidi Bel-Abbès sur les modalités de déclaration, le

versement des taxes et les règles de recouvrement et de contrôle et contentieux. Une autre communication a abordé une déclaration avec notification de paiement relative à la redevance de formation professionnelle continue et la redevance de formation professionnelle conformément aux textes réglementaires en vigueur. Cette journée d'étude, organisée au niveau de l'Institut de formation et d'enseignement professionnels de Sidi Bel-Abbès, a été animée par des cadres du ministère des tutelles, des directions de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sidi Bel-Abbès et de représentants de la direction des Impôts et des partenaires économiques des secteurs public et privé.

MASCARA

Lancement prochain du raccordement de plus de 28.000 foyers aux réseaux de gaz et d'électricité (wali)

Des projets de raccordement de plus de 28.000 foyers aux réseaux de gaz naturel et d'électricité seront bientôt lancés dans la wilaya de Mascara, a annoncé lundi le wali, Farid Mohammadi.

Animant un point de presse en marge de sa visite d'inspection de plusieurs projets de développement dans la commune d'Ain Farès, M. Mohammedi a fait part du lancement prochain de la concrétisation de projets de raccordement de plus de 19.000 foyers au réseau de distribution de gaz naturel et de plus de 9.000 autres au réseau d'électricité.

Il a souligné que ces projets cibleront en particulier les zones rurales reculées de la wilaya, signalant qu'un accord a été

signé avec le groupe Sonelgaz pour mettre en œuvre prochainement cette opération. Par ailleurs, lors de cette visite, le même responsable a supervisé le raccordement de 236 foyers du village 'Ababsa' dans la commune d'Ain Fares au réseau de distribution de gaz naturel. Cette opération dotée d'une enveloppe financière de 27,1 millions DA dans le cadre de la Caisse de Garantie et de Solidarité des collectivités locales, comprend la réalisation de 6,3 kilomètres du réseau de distribution, selon les explications fournies par les responsables de la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest.

Par ailleurs le wali de Mascara a an-

noncé l'octroi d'une nouvelle ambulance à la polyclinique d'Ain Farès. Il a également inspecté la situation du stade communal de cette ville qui a bénéficié dernièrement de travaux de réhabilitation au titre du budget de la wilaya, ainsi que la situation des cités de 70 logements, 50 logements, chahid Toubal-Brahim nécessitant des actions d'aménagement urbain. Le wali a insisté sur le lancement prochain des travaux de leur concrétisation. M. Mohammedi s'est enquis aussi de la situation du chemin de wilaya (CW 43) reliant Khalouia et Ouled Boualem et la ville d'Ain Farès sur une distance de 29 km, qui a bénéficié d'une étude technique de réhabilitation.

TÉBESSA

Plus de 2.200 opérations d'exportation depuis le début de l'année (Douanes)

La direction régionale de Tébessa des Douanes algériennes a recensé, depuis le début de l'année en cours, 2.282 opérations d'exportation de divers produits agricoles, industriels et matériaux de construction vers des pays voisins via le poste frontalier de Bouchebka (commune de Houidjbet), a indiqué lundi le directeur régional de ce corps constitué, le contrôleur général, Brahim Boumazza.

Le directeur régional qui intervenait lors d'une journée d'étude sur 'Les facilités douanières accordées aux opérateurs économiques pour les exportations hors hydrocarbures', organisée à la Maison de la culture Mohamed-Chebouki de Tébessa, a fait état d'une augmentation régulière du nombre d'opérations d'exportation hors hydrocarbures durant les 5 dernières années, rappelant qu'en 2019, pas moins de 326 opérations d'exportation avaient été comptabilisées au poste frontalier de Bouchebka. Le même responsable a égale-

ment précisé que 1.032 opérations d'exportation de produits fabriqués localement ont été enregistrées entre le 1er janvier et le 30 novembre 2023, en attendant les chiffres du mois de décembre en cours.

Il a ajouté qu'au cours de la même période, 1.250 autres opérations d'exportation vers des pays d'Afrique ont été enregistrées par les services douaniers relevant de la direction régionale de Tébessa, à savoir ceux des wilayas d'Oum El Bouaghi et de Khenchela.

Le contrôleur général Boumazza a attribué cette hausse continue aux facilités douanières décidées par les hautes autorités du pays au profit des opérateurs économiques, des producteurs et des exportateurs afin de relancer les exportations hors hydrocarbures.

De son côté, l'inspecteur principal Souhil Halimi, responsable au poste frontalier de Bouchebka, a évoqué les facilités mises en place, notamment la création d'un bureau de douanes exclusivement dédié aux exporta-



teurs afin de faciliter les différentes opérations douanières. Cette journée d'étude, organisée par la direction régionale des douanes de Tébessa, en coordination avec la Chambre de commerce et d'industrie 'Nemamcha', a donné lieu à un riche débat avec les exportateurs, qui ont soulevé de nombreuses préoccupations, notamment celles liées aux conditions exigées des opérateurs, les procédures

de domiciliation bancaire lors des exportations.

Les opérateurs ont également proposé d'utiliser les autres postes frontaliers de la wilaya de Tébessa pour les exportations. Notons que plusieurs opérateurs économiques ayant contribué à la relance des exportations hors hydrocarbures via le poste de Bouchebka ont été honorés à l'occasion de cette journée d'étude.

APS

ORAN

Plaidoyer pour la coordination entre wilayas pour un développement local homogène (rencontre)

Les participants aux 8èmes journées de géographie, dont les travaux ont été ouverts lundi à l'université d'Oran 2 'Mohamed Benahmed' d'Oran, ont appelé à une réflexion pour la création d'instances de coordination territoriale regroupant plusieurs wilayas pour mettre en œuvre des programmes homogènes de développement. L'universitaire Bilal Sid Ahmed du département de géographie et aménagement du territoire à la faculté de géologie de cette université a insisté sur l'importance de mettre en place des mécanismes et de systèmes de coopération territoriale inter-wilayas du même territoire pour l'exploitation des composantes communes dans la mise en œuvre des programmes de développement.

En exposant une étude sur l'exploitation des eaux souterraines en agriculture dans la wilaya d'Adrar M. Sid Ahmed a donné un exemple de la wilaya d'Adrar et des wilayas de Timimoun et de Bordj Badji Mokhtar créées en 2021 qui lui étaient rattachées et qui comprennent plusieurs composantes sociales, économiques et naturelles pouvant être exploitées socialement dans le développement local.

Il a souligné que 'la coopération entre un groupe de wilayas appartenant au même territoire permet de bénéficier des effets positifs du nouveau découpage administratif qui contribue directement à l'amélioration des conditions de vie de la population à travers une gestion rapide de celles-ci, en plus de la maîtrise des mécanismes de développement et d'une prise de décision rapide. Par ailleurs, cela permet une exploitation optimale des potentialités humaines et matérielles dont disposent ces wilayas.'

Dr Ghodbani Tarik de la même faculté a, pour sa part, abordé l'implication de l'Etat dans la politique de développement national durable en promulguant de nouvelles lois et en modifiant d'autres, en ratifiant plusieurs accords internationaux dans le domaine de la conservation de l'environnement et en lançant un programme de développement basé sur le développement des énergies renouvelables et propres et en s'intéressant aux zones les plus vulnérables aux risques environnementaux, telles que les côtes et les régions humides.

Le comité scientifique des 8èmes journées géographiques algériennes a souligné, à travers le préambule publié à l'ouverture de la manifestation, que 'l'Algérie a joué un rôle décisif dans l'aménagement du territoire à travers plusieurs programmes de développement touchant différentes régions du pays et touchant à l'ensemble des secteurs'. Dans le cadre de la même démarche, l'Etat a mis en œuvre, selon le même préambule, des procédures de restructuration administrative pour élever le niveau d'encadrement administratif et de développement dans diverses régions du pays, notamment dans le Sud du pays, ce qui a été le cas ces dernières années par une intensification de son cadre administratif en promouvant dix wilayas tout en renforçant leurs capacités pour parvenir à une répartition équitable, créer de la richesse, encourager les investissements, améliorer le service public et répondre aux aspirations de la population en matière de développement local et territorial.

Les chercheurs de l'université Ibn Khaldoun de Tiaret, Nadja Haddad et Hadayed Mohamed ont appelé à l'utilisation des technologies modernes pour identifier géographiquement les zones en développement, telles que la télédétection et les systèmes d'information géographique (SIG) dans l'étude du développement agricole, soulignant le succès de l'expérience d'utilisation ces deux méthodes et d'autres moyens pour analyser et évaluer la réalité agricole dans la région de Rechaïga dans la wilaya de Tiaret, qui a fait l'objet de leur étude. Cette rencontre de deux jours, organisée par le laboratoire de géographie et d'aménagement du territoire en collaboration avec la faculté de géologie de l'université d'Oran 2 'Mohamed Benahmed', traite de six axes proposés au débat abordant l'eau comme ressource vitale à faire face à plusieurs défis, la dynamique territoriale, l'agriculture et la sécurité alimentaire et la diversité naturelle et culturelle, les atouts du tourisme, les disparités régionales et territoriales et la dimension géostratégique de la sécurité énergétique.

ASSURANCES AUTOMOBILES La SAA et Opel Algérie signent un accord de partenariat

La Société algérienne des assurances (SAA) et la marque automobile "Opel Algérie" ont signé, lundi à Alger, un accord de partenariat visant à assurer des prestations modernes et à simplifier les démarches administratives au profit des clients.

Cet accord a été cosigné par le Président directeur général (PDG) de Société algérienne des assurances (SAA), Youcef Benmicia et le Président directeur général (PDG) de la marque "Opel" en Algérie, Nassim Benguergoura.

La SAA proposera en vertu de cet accord ses services d'assurance directement au niveau de tous les showrooms de la marque Opel en Algérie, tout en bénéficiant de remises sur la valeur des contrats.

L'accord permet également l'introduction de moyens numériques "modernes et flexibles" en matière de prise en charge des assurés, en proposant des solutions d'assurance "innovantes" afin de simplifier l'opération de réception des offres et d'améliorer la qualité des services fournis aux clients, selon les explications fournies au cours de la cérémonie de signature.

En outre, l'accord permet d'effectuer des opérations d'évaluation et de réparation des dommages dans les ateliers d'Opel en Algérie, les prestations étant réglées par la SAA. Dans son allocution à cette occasion, M. Benmicia a expliqué que cet accord représentait la "naissance d'un partenariat exceptionnel, qui reflète la volonté des deux entreprises de proposer des services modernes conformes aux normes internationales et susceptibles de faciliter la vie des citoyens".

Il a ajouté que les deux entreprises envisageaient également de participer à des campagnes de sensibilisation aux risques des accidents de la route.

Pour sa part, M. Benguergoura a souligné que cette convention visait à "simplifier les procédures pour les clients d'Opel, notamment en cas d'accident de la route".

La SAA prend en charge le transport de la voiture du lieu de l'accident aux ateliers de réparation d'Opel Algérie et de la réparer en utilisant des pièces d'origine, par une équipe qualifiée agréée selon les normes internationales.

Il a également fait observer qu'en vertu de cette convention, les clients bénéficieraient de réductions sur les pièces de rechange allant de 5 à 10 %, dans les points de vente et les services après-vente d'Opel Algérie, dont le nombre devrait atteindre 37 d'ici la fin de l'année 2023, répartis sur l'ensemble du territoire national.

INVESTISSEMENT AGRICOLE DANS LE SUD Un couloir vert pour faciliter l'accès au foncier, aux autorisations de forage et au réseau électrique (ministre)

Un couloir vert sera consacré aux personnes intéressées par l'investissement agricole dans les wilayas du Sud, notamment dans les filières stratégiques, en leur accordant des facilitations pour bénéficier du foncier, d'autorisations de forage de puits et de raccordement au réseau électrique.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a annoncé la création de ce couloir vert au niveau de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), lundi depuis Adrar, à l'occasion d'une rencontre nationale sur l'investissement agricole dans les wilayas du Sud, organisée par le ministère sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence de membres du Gouvernement, de walis des wilayas du sud, d'organisations patronales et d'associations professionnelles.

La création du couloir vert intervient dans le cadre d'une série de mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de sa démarche visant à réaliser la sécurité alimentaire du pays, la création de "mégapoles intégrées" dans les wilayas du Sud devant permettre de réaliser "un saut qualitatif" dans les domaines de la production et de la transformation, selon le ministre qui a appelé les investisseurs à "adhérer massivement" à cette démarche.

Le ministère de l'Énergie et des Mines œuvre, de son côté, à accélérer l'électrification des exploitations agricoles et à assurer l'approvisionnement du marché national en urée et en engrais azotiques, par le biais du groupe Sonatrach qui contribue au programme de développement agricole lancé par l'État, notamment



dans le sud, via sa filiale Agroalimentaire activée "AAA", spécialisée dans le secteur agroalimentaire, a affirmé le ministre du secteur, Mohamed Arkab, lors de son intervention à cette rencontre.

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis en avant, pour sa part, les efforts fournis par son département ministériel pour faciliter l'obtention des autorisations de forage, à travers la création d'un guichet unique au niveau des directions locales, tout en émettant des instructions à l'effet d'examiner les demandes de forage dans un délai de 30 jours. La rencontre organisée sous le thème "l'agriculture au sud, un atout majeur pour notre sécurité alimentaire", a permis de présenter la stratégie du secteur de l'Agriculture pour développer la production agricole dans les wilayas du sud, ainsi que les mesures prises pour la promotion de l'investissement agricole à travers la mise en valeur des terres

dans ces wilayas, outre la présentation d'expériences réussies en matière d'investissement dans les cultures stratégiques par des investisseurs publics et privés.

S'agissant du troisième portefeuille foncier pour l'investissement agricole dans les wilayas du sud, le ministre de l'Agriculture a fait état de 228 bénéficiaires, dont 95 ayant accepté les terres qui leur ont été octroyées.

Dans le but de généraliser le financement des projets agricoles, une convention-cadre a été signée entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), et ce, en concrétisation des recommandations des Assises Nationales de l'Agriculture tenues le 28 février 2023, relatives au renforcement de la sécurité alimentaire, l'encouragement de l'investissement dans les grands projets agricoles au sud et aux Haut-plateaux et au renforcement du partena-

riat. Dans ce cadre, le président de l'ABEF, Lazhar Latreche, a qualifié la convention d'"étape importante" qui concrétise "les décisions courageuses" prises par le président de la République pour encourager l'investissement agricole dans les wilayas du Sud, ajoutant que la convention permettra de booster les financements dans le domaine agricole.

De son côté, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré, jusqu'au 15 novembre dernier, quelque 363 projets d'investissement dans différents domaines d'activité agricole, à l'instar de l'enrichissement des veaux, de l'élevage du cheptel et l'avi-

culture. Ces projets représentent un montant d'investissement de 99 milliards de DA et devraient créer 5.700 emplois une fois entrés en exploitation, selon les explications du DG de l'AAPI, Omar Rekkache.

La délégation ministérielle s'est déplacée au terme de cette rencontre pour poser la 1ère pierre du projet de raccordement des forages agricoles de la société algérienne "Dunaysir" au réseau d'électricité dans le périmètre agricole "Antilia 01" dans la commune de Tamekten (wilaya d'Adrar).

Lors de cette visite, M. Cherfa a affirmé soutenir ce type de projets qui réunissent les petites entreprises, à travers l'approvisionnement en matières premières et l'accompagnement.

CONSEIL DU RENOUVEAU ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN

Cinq projets lauréats d'un programme de soutien aux projets innovants

Cinq (5) projets innovants ont été sélectionnés pour bénéficier d'un accompagnement de structuration et de financement porté par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) en collaboration avec l'association Djazpora, a indiqué lundi l'organisation patronale dans un communiqué.

Les 14 lauréats, qui bénéficieront d'un soutien financier de 8.000 euros chacun, ont été sélectionnés parmi plus de 150 projets portés par les étudiants issus des 114 universités du pays réceptionnés et étudiés.

Les projets sélectionnés de la promotion 2023 sont une innovation d'un kit PCR de diagnostic de la tuberculose

humaine et bovine (étudiants de l'Université d'Oran), un projet de fabrication de systèmes monobloc de traitement des eaux usées (étudiants de l'École Polytechnique de Constantine), un projet de production du principe actif Par-Alcetamol (étudiants de l'Université d'Oran), un projet de procédé de transformation de la laine en engrais (étudiants de l'Université d'El Bayadh) et un projet de dispositif de détection de la contamination de l'eau (étudiant de l'Université de Biskra).

Le CREA avait invité les représentants de l'association de la diaspora algérienne "Djazpora" lors des journées de l'entrepreneuriat au cœur du renouveau économique

algérien, organisées en novembre dernier, à intervenir lors d'une journée dédiée à la mise en relation entre les étudiants initiateurs porteurs de projet et la communauté nationale établie à l'étranger.

"Les membres de l'association Djazpora ont confirmé par leur présence leur volonté de s'inscrire dans la dynamique du développement économique de notre pays", souligne le communiqué.

"Le Président du CREA, Kamel Moula et le président de Djazpora, Faycal Kaddour, se félicitent de cette étroite collaboration qui permet d'ores et déjà aux jeunes porteurs de projet d'entrevoir de réelles perspectives d'avenir".

QUALITÉ

Vers la création d'un réseau national de laboratoires de conformité de la qualité agréés en industries électriques (Algerec)

Le Directeur général de l'organisme algérien d'accréditation (ALGEREC), Noureddine Boudissa a annoncé, lundi à Mostaganem, la création prochaine d'un réseau national des laboratoires de conformité de la qualité agréés en industries électriques.

M. Boudissa a indiqué, lors d'une cérémonie d'accréditation d'un centre de contrôle de la qualité relevant du groupe industriel "GISB ELECTRIC" de Mostaganem, que ce réseau national regroupera, dans une première étape, 4 laboratoires situés dans les wilayas de Boumerdes, Mostaganem, Constantine et devra analyser et consulter tous les pro-

duits pour définir leur conformité aux normes nationales et internationales.

Par ailleurs, ALGEREC a élaboré une législation technique qui détermine les modalités d'examen des produits, fabriqués localement ou importés, ainsi que les exigences techniques et juridiques d'accès aux marchés nationaux, ce qui contribuera à la régulation du marché et à la protection des consommateurs, a-t-on souligné.

Au sujet du centre de contrôle de la qualité et de la conformité électrique (E 3C), M. Boudissa a affirmé que ce laboratoire est important car il se trouve à proximité d'un accès maritime, à savoir le port de

Mostaganem, ce qui permettra d'établir un système de réglementation pour examiner les produits importés avant de les autoriser à être commercialisés et par conséquent protéger l'économie nationale et le consommateur.

Pour sa part, le vice-président du groupe algérien des industries électriques, Mohamed Khalifa a qualifié ce laboratoire d'"atout" pour la wilaya de Mostaganem et l'Ouest du pays, soulignant qu'il est unique en matière de tests et de mensurations aux niveaux national et africain. Il a signalé que l'accréditation est intervenue après trois années de persévérance, de travail et d'investissement.

Ce laboratoire, détenteur de l'ISO 17025, peut réaliser des analyses en électricité, électronique et des tests d'efficacité énergétique d'appareils électroménagers, pour ce qui est de métallurgie et d'analyses physiques, chimiques et mécaniques, a affirmé le chargé de projet Abbès Wassim qui a indiqué que la prochaine mission du centre est d'obtenir l'accréditation d'inspection ISO 17020, d'élargir le projet qui a coûté 100 millions DA dinars et de passer de 11 postes d'emploi actuellement à 50 dans l'avenir, parallèlement au lancement du centre de formation dans plusieurs spécialités.

PÉTROLE

Le prix du baril de Brent clôture à 78,03 dollars

Les cours du pétrole ont enchaîné lundi une troisième séance de baisse consécutive.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a abandonné 1,07%, pour clôturer à 78,03 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en janvier, a lui lâché 1,39%, à 73,04 dollars.



MARCHÉS BOURSIERS

Les Bourses mondiales orientées à la baisse, repli du secteur technologique

Les marchés boursiers se sont accordés une respiration lundi, après un excellent mois de novembre, et en attendant la publication d'indicateurs économiques qui seront scrutés pour évaluer les intentions des banques centrales.

Les places boursières ont oscillé autour de leur niveau de vendredi, sans afficher de réelle tendance tout au long de la séance. Paris a finalement terminé en baisse de 0,18%, Londres de 0,22%. Milan (-0,05%) et Francfort (+0,04%) ont fini proches de l'équilibre.

Wall Street s'offrait un peu de répit, après un mois de novembre sur les chapeaux de roues. Vers 17H00 GMT, le Dow Jones céda 0,35%, le S&P 500 0,71% et le Nasdaq 1,12%. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt des bons du Trésor américains à dix ans montait à 4,29% vers 17H00 GMT, contre 4,20% à la clôture de vendredi, effaçant ainsi une partie des gains enregistrés après les déclarations jugées accommodantes du président de la Fed. Le prix de l'or a battu son record historique, à

2.135,39 dollars l'once, les traders tablant sur une baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine au cours de la nouvelle année. Vers 17H00 GMT, il reculait de 2,25% à 2.025,62 dollars. Sur le marché des changes, l'euro reculait de 0,58% à 1,0821 dollar et la devise britannique de 0,64% face au billet vert, à 1,2629 dollar. Côté cryptomonnaies, le bitcoin a dépassé lundi les 40.000 dollars, poussant jusqu'à 42.144,36 dollars, un plus haut depuis le mois d'avril 2022, stimulé par l'es-

poir que les États-Unis approuvent bientôt un nouveau placement grand public qui pourrait normaliser davantage cet actif aux yeux des investisseurs. Vers 17H00 GMT, le bitcoin grimpa toujours de 4,76%, à 41.619 dollars. Enfin, les prix du pétrole s'affaiblirent en baisse: le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, évolua à 78,35 dollars (-0,67%) et le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, à 73,38 dollars (-0,93%).

La Bourse de Tokyo en baisse derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo reflua mardi matin dans le sillage de Wall Street, où les indices ont repris leur souffle la veille après une forte croissance le mois dernier.

L'indice vedette Nikkei de la capitale nipponne céda 0,96% à 32.912,84 points vers 00H40 GMT et l'indice élargi Topix perdit 0,29% à 2.355,69 points.

La Bourse de New York a clôturé

dans le rouge lundi, gagnée par les prises de bénéfices après ses performances du mois de novembre et alors que les investisseurs à la recherche de nouveaux indices se tournaient déjà vers les chiffres mensuels de l'emploi américain, attendus vendredi.

Le dollar continuait de baisser par rapport au yen, à raison d'un dollar pour 147,05 yens vers 00H45 GMT

contre 147,21 yens lundi à 21H00 GMT.

La monnaie japonaise progressait légèrement aussi face à l'euro, qui valait 159,47 yens contre 159,52 yens la veille.

Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0844 dollar, contre 1,0836 dollar lundi.

Le pétrole était en hausse: vers 00H30 GMT le baril de WTI américain gagna 0,27% à 73,24 dollars.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar en forme, aidé par une correction sur les taux obligataires

Le dollar a connu une journée faste, lundi, prenant l'aspiration des taux obligataires, remontés brutalement à la faveur d'une correction technique.

Vers 21H10 GMT, le billet vert prenait 0,44% face à la monnaie unique, à 1,0835 dollar pour un euro. La monnaie américaine brillait aussi face à son équivalent britannique (+0,61%), à 1,2632 dollar pour une livre.

Le "greenback" a pris appui sur les taux obligataires américains, qui se sont violemment tendus, lundi.

Le rendement des emprunts d'État américains à 2 ans, le plus représentatif des anticipations du marché en matière de politique monétaire, est monté jusqu'à 4,66%, contre 4,53% vendredi, en clôture.

Les projections des opérateurs n'ont pourtant que peu évolué depuis la fin de la semaine quant à la trajectoire des taux de la banque centrale américaine (Fed).

Sur la semaine, le taux à 2 ans a ainsi chuté de près d'un demi-point de pourcentage, un mouvement rare sur une période aussi resserrée.

La ruade de lundi a d'autant plus pesé que, dans le même temps, les taux allemands, français ou britanniques étaient quasiment inchangés.

Plusieurs indicateurs macroéconomiques pourraient orienter davantage les échanges durant les jours à venir, notamment l'indicateur ISM d'activité dans les services, mardi, ou le rapport sur l'emploi américain, vendredi.

Cours de vendredi

	Cours de lundi 21H10 GMT	Cours de vendredi 22H00 GMT
EUR/USD	1,0835	1,0884
EUR/JPY	159,52	159,79
EUR/CHF	0,9457	0,9460
EUR/GBP	0,8577	0,8563
USD/JPY	147,20	146,82
USD/CHF	0,8729	0,8692
GBP/USD	1,2632	1,2710

SUISSE
L'inflation ralentit à 1,4% en novembre sur un an

L'inflation en Suisse a ralenti en novembre pour se limiter à 1,4% sur un an, a annoncé lundi l'office fédéral de la statistique (OFS), malgré la hausse d'une partie des loyers.

Depuis juin, l'inflation en Suisse est repassée sous la barre des 2% visée par la banque centrale suisse, bien en deçà de l'inflation dans la zone euro.

Après avoir atteint 1,6% en juillet et août, l'inflation était légèrement remontée à 1,7% en septembre et octobre.

De nombreux économistes craignaient qu'elle n'accélére en novembre avec l'augmentation d'une partie des loyers.

Les prévisions des économistes pour l'inflation en novembre s'étaient entre 1,5% et 2,1%.

Les relevés de l'OFS pour le mois de novembre ont cependant déjoué les prévisions, en raison notamment d'un recul des prix des produits pétroliers, en baisse de 8,7% sur un an.

Avec cette diminution des prix des produits pétroliers, ceux des produits importés ont diminué de 0,6% par rapport à novembre 2022.

La hausse des prix pour les produits fabriqués en Suisse a de son côté légèrement ralenti, à 2,1% sur un an, détaille l'OFS dans un communiqué.

En variation mensuelle, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,2% par rapport au mois d'octobre, à 106,2 points, sous l'effet d'un recul des prix des carburants, du mazout et de certains légumes.

Comme attendu, les loyers ont par contre augmenté. La hausse des loyers en Suisse est encadrée par un taux de référence lié aux taux d'intérêt. Avec le resserrement de la politique monétaire, ce taux de référence a augmenté pour la première fois depuis 2008, entraînant une hausse d'une partie des loyers.

Dans les relevés trimestriels effectués en novembre, l'indice des loyers a grimpé de 1,1% par rapport au trimestre précédent et de 2,2% par rapport au même trimestre de 2022, a quantifié l'OFS.

APS

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Stellantis confirme que la Fiat Panda électrique sera fabriquée en Serbie

Le groupe automobile Stellantis a confirmé lundi sa décision de produire sa future Fiat Panda électrique en Serbie, un projet qui a suscité les vives protestations des syndicats italiens, inquiets pour les emplois dans les usines de la péninsule.

Cette annonce avait été faite dimanche par le président serbe Aleksandar Vucic lors d'une visite à Belgrade de la Première ministre italienne Giorgia Meloni. L'actuelle génération de la Fiat Panda est fabriquée dans l'usine historique de Pomigliano

d'Arco, près de Naples. Le modèle électrique est attendu pour la mi-2024. Le modèle actuel de la Fiat Panda "répond pleinement aux besoins de mobilité d'un large éventail d'utilisateurs, en particulier des Italiens", a déclaré un porte-parole de Stellantis.

"Pour cette raison, nous ne considérons pas qu'il soit en concurrence avec le modèle qui verra le jour en Serbie, qui sera sur une plate-forme différente et positionné différemment", a-t-il fait valoir.

CNUCED

Appel à "façonner l'avenir de l'économie numérique"

L'eWeek (Semaine du commerce électronique) 2023 organisée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est ouverte lundi à Genève.

Plus de 3.000 participants de plus de 130 pays se réunissent autour du thème "Façonner l'avenir de l'économie numérique".

L'eWeek se tient dans un contexte mondial marqué par l'urgence climatique, des conflits géopolitiques et des chocs économiques qui ont amené les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), dont seuls 15% sont en passe d'être atteints d'ici à 2030, a

déclaré la CNUCED dans un communiqué. "Il est plus important que jamais de rechercher des opportunités pour atténuer les nombreux défis et créer de l'espoir", a déclaré dans son allocution d'ouverture la vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, citée dans le communiqué. "Dans ce contexte, le potentiel de la numérisation doit être pleinement exploité", a-t-elle ajouté. La secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, a souligné dans son allocution d'ouverture que le thème de la semaine, "Façonner l'avenir de l'économie numérique", est un appel à une action immédiate. "Des questions telles que la confidentialité

des données, l'intelligence artificielle (IA) éthique et la cybersécurité ne sont pas seulement des questions techniques, mais aussi des questions sociétales", a-t-elle ajouté.

Selon la CNUCED, L'eWeek 2023 proposera plus de 150 sessions, en personne ou en ligne grâce à son format hybride.

Les principaux sujets abordés, outre la gouvernance des plateformes et l'IA, incluront la promotion de pratiques numériques écologiques, l'autonomisation des femmes grâce à l'entrepreneuriat numérique et l'accélération de la préparation au numérique dans les pays en développement.

SOMMET DU MERCOSUR AU BRÉSIL

L'accord avec l'UE en suspens

Rio de Janeiro accueille cette semaine un sommet du Mercosur, avec pour toile de fond l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, dont la conclusion semble à nouveau s'éloigner, malgré l'objectif affiché de le boucler d'ici la fin de l'année.

Le Brésil, qui assure actuellement la présidence tournante du bloc comptant également l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, avait bon espoir d'annoncer la finalisation de cet accord lors du sommet, qui se termine jeudi, avec la réunion des chefs d'État.

Signé en 2019, après vingt ans de négociations complexes, le traité prévoit la création de la plus grande zone de libre-échange

de la planète. Mais il n'a toujours pas été finalisé, notamment en raison de réticences apparues côté UE quant aux politiques environnementales du Brésil durant le mandat de l'ex-président d'extrême droite, Jair Bolsonaro.

La donne a changé avec le retour au pouvoir en janvier du leader de gauche Luiz Inácio Lula da Silva, qui s'affiche en champion de la protection de l'Amazonie.

Mais, Lula a dû admettre pour la première fois que les négociations pourraient ne pas aboutir d'ici la fin du sommet du Mercosur à Rio.

HANDICAPÉS La législation consacre "une place importante" aux personnes aux besoins spécifiques (Ministre)

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a affirmé lundi à Boumerdes, que la catégorie des personnes aux besoins spécifiques occupe une "importante place" dans la législation en vigueur.

"Les personnes aux besoins spécifiques occupent une importante place dans le système juridique national, à commencer par la Constitution, stipulant dans son article 72 que l'Etat œuvre à faciliter pour les catégories de personnes vulnérables ayant des besoins spécifiques, la jouissance des droits reconnus à tous les citoyens et leur insertion dans la vie sociale", a indiqué le ministre dans son allocution d'ouverture des activités de célébration de la Journée mondiale des personnes aux besoins spécifiques (3 décembre).

Il a assuré la consécration de cet objectif à travers "l'engagement pris par le président de la République dans son programme de développement, de soutenir la prise en charge de cette catégorie par le renforcement des offres de formation qui leur sont destinées". M. Merabi a souligné l'adoption, par son département ministériel, de la "politique d'insertion sociale et professionnelle des personnes aux besoins spécifiques", à travers la "consécration de l'autonomisation sociale et économique par la garantie du droit à la formation". A cela s'ajoute, a-t-il dit, l'affectation d'un programme de formation adapté au profit de cette catégorie spécifique, pour lui permettre de suivre des formations compatibles avec la nature de leur handicap. Une dérogation est également accordée aux personnes aux besoins spécifiques pour une baisse d'une année de leur niveau scolaire, afin de s'inscrire dans certaines spécialités. Pour renforcer les capacités pédagogiques de ce groupe social, le secteur de la formation professionnelle œuvre également "au renforcement du réseau actuel de centres spécialisés, par la création de centres destinés à la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques dans le Sud du pays", a ajouté le ministre. Il a loué le travail collaboratif réalisé avec les secteurs de la solidarité nationale, de la santé et du mouvement associatif, pour la prise en charge des aspects socio-psychologique et médical de cette catégorie. Le ministre a également un appel en direction des parties concernées, en vue de contribuer à réfléchir sur les mécanismes de développement de l'esprit de créativité chez les autistes, pour assurer leur insertion professionnelle et renforcer les moyens de coopération entre tous les acteurs afin d'assurer les conditions appropriées de la poursuite des cycles de formation et l'aplanissement des problèmes les entravant. M. Merabi a entamé sa visite à Boumerdes par l'inspection du chantier de réalisation d'un institut national spécialisé en formation, dans la commune de Beni Amrane, dont la mise en service est prévue pour la prochaine rentrée professionnelle.

PORT DE BEJAIA Saisie de 9.000 euros et diverses marchandises non-déclarées (douanes)

Les agents de la brigade mobile et de l'inspection principale de contrôle des voyageurs au niveau de la station maritime du port de Bejaïa, relevant de la direction régionale des douanes de Sétif, sont parvenus au terme de plusieurs opérations à saisir 9.000 euros, 8 caméras de surveillance utilisées et 6 pièces usagées de rechange, a-t-on indiqué lundi dans un communiqué de cette direction.

Ces opérations de contrôle du mouvement des voyageurs et des marchandises ont permis la saisie de 9.000 euros, 8 caméras de surveillance utilisés avec accessoires et 6 pièces usagées de rechange non-déclarées, a précisé le communiqué.

Cette marchandise a été découverte cachée dans des bagages suite à la fouille minutieuse de véhicules touristiques de voyageurs arrivant à bord de liaisons maritimes depuis la ville de Marseille (France), a-t-on indiqué.

L'opération reflète la mobilisation des services des douanes algériennes pour lutter contre toutes les formes de criminalité transfrontalière dont le commerce illicite et la détermination à l'application ferme de la législation relative au change et au mouvement des capitaux et marchandises de et vers l'étranger dans un souci de protection de l'économie nationale et du citoyen, a ajouté le communiqué.

APS

ALLOCATION DE SOLIDARITÉ RAMADHAN Ouverture des inscriptions (ministère)

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé, lundi dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions pour bénéficier de l'allocation de solidarité en prévision du mois de Ramadhan prochain.

"En application de l'instruction ministérielle 1346, du 15 novembre 2023, relative à la préparation à l'opération de solidarité du mois de Ramadhan 1445/2024, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe l'ensemble des bénéficiaires de l'allocation de solidarité de l'année dernière et ceux désirant en bénéficier cette année, de l'ouverture des inscriptions à travers toutes les communes du pays jusqu'à 4 janvier 2024", précise le communiqué.

"Les personnes remplissant les conditions sont invitées à se rappro-



cher de leurs communes de résidence en vue de s'inscrire ou d'actualiser les informations relatives à leur situation sociale en renseignant un nouveau

formulaire de demande téléchargeable sur le site officiel du ministère: www.interieur.gov.dz, espace guichet à distance/opérations de

solidarité/ ou via le lien publié par le ministère sur ses pages officielles sur les réseaux sociaux", indique le ministère.

Concernant les bénéficiaires ayant changé de lieu de résidence, ils sont invités à "se rapprocher de leur nouvelle commune de résidence pour compléter les formalités de radiation et d'inscription". Selon le communiqué, "l'ensemble des inscrits sur l'application actualisée dédiée à cette opération de solidarité feront l'objet d'enquêtes sociales menées par les services communaux en coordination avec les différentes instances et directions de wilaya".

PROTECTION DE L'ENFANCE L'ONPPE lance une nouvelle application

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a annoncé, lundi à Alger, le lancement d'une nouvelle application "Allo Tofola" pour renforcer la protection de l'enfance. Présidant une rencontre sur le rôle de la société civile dans le renforcement des droits de l'enfant et les technologies de l'information et de la communication (TIC), Mme Cherfi a précisé que l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE) avait lancé cette nouvelle application pour communiquer avec les citoyens sur les questions liées à l'enfance et permettre le signalement de toute violation des droits de l'enfant en vue de renforcer la protection de cette catégorie.

A cette occasion, elle a mis en avant les efforts de l'Etat en matière de protection et de promotion de l'enfance, notamment à travers l'arsenal juridique mis en place en sus des mesures prises par l'ONPPE en la matière. La Déléguée nationale a

évoqué la Commission permanente de coordination, installée en 2017 au niveau de l'ONPPE, regroupant divers intervenants dans le domaine de l'enfance, y compris les secteurs concernés et les acteurs de la société civile.

Elle a également mis en avant le rôle de la société civile dans le renforcement des droits de l'enfant et la protection de cette catégorie, notamment dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, rappelant les activités entreprises par l'Organe pour renforcer la coordination avec les associations. Mme Cherfi a aussi évoqué le Réseau de la société civile pour la promotion des droits de l'enfant, installé en 2018 au niveau de l'ONPPE, ainsi que l'organisation de sessions de formation, de rencontres et de conférences nationales et régionales autour de la thématique de l'enfance.

La Déléguée nationale à la protec-

tion de l'enfance a, par ailleurs, dénoncé à nouveau "les crimes contre l'Humanité" commis par l'entité sioniste dans la bande de Gaza. A son tour, le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham, a mis en avant le rôle des associations dans la protection de l'enfance, notamment dans le domaine des TIC, à travers les activités et programmes diversifiés proposés au profit de l'enfance. De son côté, le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, s'est félicité du lancement de cette application, qui s'inscrit dans le cadre des mécanismes de protection de l'enfance, saluant les efforts de l'ONPPE pour protéger cette catégorie contre tous les dangers. Les participants se sont attelés, à travers des ateliers, à l'étude d'axes relatifs aux TIC et au développement de contenus utiles en faveur du renforcement des droits de l'enfant.

EL TARF 14 jeunes atteints d'handicaps légers formés à la couture et le ramendage des filets de pêche

Une session de formation de 14 jeunes atteints d'handicaps légers à la couture et au ramendage des filets de pêche, a été lancée lundi à l'école de formation technique de pêche et d'aquaculture d'El Kala (EFTPA), wilaya d'El Tarf. L'objectif de cette initiative est de favoriser l'insertion de cette catégorie en lui offrant une opportunité pour exercer cette profession qui exige

patience et assiduité et en assurer la pérennité face au recul actuel de sa main d'œuvre qualifiée, a précisé à l'APS le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Amar Zouaoui El Ayache.

Deuxième du genre depuis début 2023, cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat entre la direction de la pêche et celle de l'action sociale et

de la solidarité nationale et vient en coordination avec la chambre de la pêche et des ressources halieutiques et de l'EFTPA, selon le même responsable. L'encadrement de ces jeunes est assuré par des enseignants de l'EFTPA et par d'anciens pêcheurs de la wilaya d'El Tarf, a précisé le même source. Le directeur de l'action sociale, Ameur Amar, a affirmé de son côté que ces efforts vi-

sent à encourager les jeunes atteints d'handicaps légers à créer leurs propres entreprises dans le domaine de la pêche à travers les dispositifs publics d'aide à l'emploi. Il a également relevé l'intérêt porté par les pouvoirs publics pour l'autonomisation des personnes aux besoins spécifiques par leur qualification et formation aux activités adaptées à leurs compétences.

BOUIRA Arrestation d'un repris de justice qui a tiré sur des policiers

Les services de la Sûreté de wilaya de Bouira ont arrêté un repris de justice faisant l'objet de 16 mandats d'arrêt, qui a tiré sur les forces de police lors de la perquisition de son domicile, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "Les faits remontent au week-end dernier, lorsque la police de la wilaya de Bouira a arrêté un repris de justice qui a tiré avec une arme à feu sur les forces de police alors qu'ils

exécutaient un mandat de perquisition de son domicile, sis dans la commune d'Ahl el Ksar", a précisé la même source. "Agé de 44, le suspect, qui fait l'objet de 16 mandats d'arrêt pour plusieurs actes criminels graves, a tenté de s'enfuir par le toit de sa maison à l'arrivée des forces de police sur lesquelles il a tiré avec une arme à feu", selon le communiqué. "Grâce à leur vigilance, les policiers ont réussi à maîtriser le suspect et à récupérer

l'arme à feu de calibre 9 mm, ainsi qu'un permis de conduire et une carte de sécurité sociale falsifiées", a précisé la même source. Le suspect a été présenté, dimanche, devant le procureur de la République près le tribunal de Bouira pour tentative d'homicide volontaire avec préméditation et usage d'arme à feu (pistolet), port d'arme à feu de première catégorie sans autorisation et agression et violence à l'encontre des forces de police.

GLISSEMENTS DE TERRAIN EN TANZANIE Le bilan monte à 68 morts

Au moins 68 personnes ont été tuées dans des glissements de terrain causés par des pluies diluviennes dans le nord de la Tanzanie, selon un nouveau bilan communiqué lundi par les autorités, qui craignent d'autres victimes.

Un précédent bilan faisait état de 63 morts. Ces pluies baissent depuis samedi la ville de Katesh, dans le nord de la Tanzanie, à environ 300 kilomètres au nord de la capitale Dodoma, nourrissant d'épaisses coulées de boue qui ont emporté des dizaines de véhicules et habitations.

"Nous avons déjà compté 68 morts et les recherches se poursuivent", a indiqué une responsable régionale, Queen Sendiga. "Nous pensons qu'il y a davantage de corps à récupérer", avait auparavant dit le Premier ministre Kassim Majaliwa en visite à Katesh, en ajoutant que 116 autres personnes avaient été blessées.

Les recherches et opérations de secours étaient tou-



jours en cours avec l'aide de l'armée, pour retrouver les personnes qui pourraient avoir été ensevelies par la boue. Une centaine de mai-

sons ont été avalées par les flots de boue, a indiqué une responsable régionale, Queen Sendiga. L'Afrique de l'Est est touchée depuis des semaines

par des pluies torrentielles et des inondations liées au phénomène climatique El Niño, qui ont déplacé plus d'un million de personnes en Somalie et fait plus de 300 morts dans la région.

El Niño, généralement associé à une augmentation des températures, à des sécheresses dans certaines parties du monde et des fortes pluies dans d'autres, devrait se prolonger jusqu'en avril.

Ce phénomène météorologique a déjà fait des ravages dans l'est de l'Afrique. D'octobre 1997 à janvier 1998, de gigantesques inondations nourries par les pluies torrentielles qu'il avait causées avaient fait plus de 6.000 morts dans cinq pays de la région.

THAÏLANDE

Au moins 14 morts et 32 blessés dans un accident d'autocar

Un autocar à deux étages a percuté un arbre dans le sud de la Thaïlande, faisant au moins 14 morts et 32 blessés, a annoncé la police mardi. Le bus longue distance se rendait de Bangkok dans l'extrême sud du royaume lorsqu'il est entré en collision avec un arbre dans la province côtière de Prachuap Khiri Khan dans la nuit de lundi à mardi. Des photos publiées dans la presse locale montrent la partie avant du bus coupée en deux par la

force de la collision, l'arbre étant encastré au milieu. "D'après l'enquête préliminaire, 14 personnes sont mortes et 32 ont été blessées", a déclaré Arnon Tangto, enquêteur de la police du district de Huay Yang, dans la province de Prachuap Khiri Khan, précisant qu'une enquête était en cours.

La cause de l'accident n'a pas été confirmée, mais la police soupçonne que le conducteur - qui a été grièvement blessé mais a

survécu - manquait peut-être de sommeil. "Nous collaborons avec l'hôpital pour vérifier son taux d'alcoolémie", a indiqué M. Arnon. La police continue d'enquêter pour savoir si les personnes décédées étaient toutes Thaïlandaises. La Thaïlande a l'un des taux d'accidents de la route les plus élevés au monde, avec environ 20.000 personnes tuées chaque année, selon l'Organisation mondiale de la santé.

INDONÉSIE

Douze randonneurs recherchés après l'éruption meurtrière d'un volcan

Plusieurs centaines de sauveteurs indonésiens sont mobilisés mardi pour retrouver douze randonneurs portés disparus après l'éruption du volcan Marapi sur l'île de Sumatra qui a tué 11 personnes.

Les randonneurs morts ont été retrouvés lundi près du cratère du volcan, dans l'Ouest de l'Indonésie, tandis que d'autres ont été retrouvés vivants et descendus des

pentons au cours d'opérations de sauvetage compliquées par de nouvelles projections et le mauvais temps.

Le volcan est entré en éruption dimanche et a craché dans le ciel une tour de cendres de 3.000 mètres, plus haute que le volcan lui-même. "Ce matin, nous allons déployer environ 200 personnes, en plus de celles qui sont déjà là-haut. Cinq corps

ont été ramenés jusqu'à présent", a déclaré mardi Hendri, chef des opérations de secours de Padang, principale ville à proximité. "Le volcan est toujours en éruption", a expliqué le responsable, qui, comme de nombreux Indonésiens, porte un seul nom. Douze randonneurs sont toujours portés disparus mardi matin et six corps doivent encore être évacués.

CLIMAT

L'UNICEF demande que les fonds climat d'Amérique latine considèrent les besoins des enfants

Quatre enfants sur cinq en Amérique latine et Caraïbes sont "surexposés" aux risques liés aux événements climatiques mais seule une fraction des financements prend en compte leurs besoins, a averti lundi l'UNICEF à Panama.

"Dans la région, quatre enfants sur cinq sont surexposés aux risques liés aux dangers et aux événements climatiques, mais moins de 4% des fonds"

engagés dans la lutte contre le changement climatique "sont consacrés à satisfaire les besoins de cette population", note le Fonds des Nations unies pour l'enfance lors de la publication d'un rapport établi en collaboration avec plusieurs ONG, dont Save the Children. "Les engagements financiers dans la région sont inadéquats et ignorent les besoins spécifiques des enfants, des adolescents et des

jeunes face à la crise actuelle du changement climatique", souligne le rapport. De surcroît, près de 11 millions d'enfants de cette région du monde "subissent le triple fardeau d'être exposés non seulement aux risques climatiques, mais aussi à la pauvreté et aux conflits", est-il rappelé. "La crise climatique est une crise des droits de l'enfant, et un fonds pour le climat qui ne prend pas en

compte les enfants est voué à l'échec", met en avant Garry Conille, directeur régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes, cité dans le communiqué. L'Unicef avait appelé en octobre les dirigeants mondiaux à se pencher sur les conséquences du changement climatique pour les enfants lors du sommet sur le climat (COP28), qui se tient jusqu'au 12 décembre à Dubaï.

IMMIGRATION

Traversées de la Manche: 29.000 migrants ont rejoint l'Angleterre depuis janvier

Quelque 29.000 migrants ont traversé la Manche sur de petites embarcations pour rejoindre l'Angleterre depuis le début de l'année, contre 44.000 l'an dernier à la même date, ont indiqué lundi les services de l'Etat français.

Avec une baisse de "35% des personnes qui ont réussi la traversée" vers le Royaume-Uni, il y a une "forte inflexion structurelle qui arrive", a affirmé Louis-Xavier Thirode, préfet délégué à la défense et la sécurité de la zone Nord.

Il s'exprimait en marge d'une présentation à Lille de matériels acquis grâce à des fonds britanniques pour lutter contre l'immigration clandestine. "La traversée de la Manche et de la mer du Nord est extrêmement lucrative, ce sont des trafics qui permettent de réaliser de substantiels profits parce que l'investissement est minimal et le profit est maximal", a-t-il estimé. Selon lui,

environ 300 passeurs ont été interpellés "rien que sur les réseaux de small boat" cette année.

"Ces réseaux prospèrent, sont très habiles et l'idée est vraiment de casser ces réseaux. L'accroissement de l'aide britannique et la mobilisation constante des forces de l'ordre permettent d'espérer de continuer ces bons résultats l'an prochain", a-t-il ajouté.

Les passeurs font preuve d'une grande "inventivité pour contourner l'action" des autorités, "ils trouvent notamment des lieux de départ" qui ne sont "pas forcément encore surveillés". "Ils visent parfois la saturation de nos dispositifs quand ils envoient 20 ou 30 bateaux en même temps", a-t-il expliqué.

Selon la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord, huit personnes tentent de rejoindre le Royaume-Uni sont mortes en mer depuis le début de l'année.

APS



INDE

Neuf morts alors que le sud se prépare au cyclone Michaung

De fortes pluies ont submergé les routes du sud de l'Inde mardi, où au moins neuf personnes, dont un enfant, ont été tuées dans les inondations, quelques heures avant qu'un violent cyclone ne touche terre, selon un nouveau bilan officiel.

Un précédent bilan faisait état de huit morts. Le cyclone Michaung devrait frapper la côte de l'Etat d'Andhra Pradesh vers 11 heures locales (05 h 30 GMT), a indiqué le bureau météorologique, avec des rafales de vent pouvant atteindre 110 km/h. Certaines parties de l'Etat devraient être frappées par plus de 200 mm (8 pouces) de pluie au cours des prochaines 24 heures, a indiqué le bureau météorologique. Au moins 8 000 personnes ont été évacuées. Un garçon de 4 ans est mort dans le district de Tirupati après la chute d'un mur, a déclaré C. Nagaraju, directeur exécutif de l'autorité de gestion des catastrophes de l'Etat, tandis que huit personnes ont été tuées dans l'Etat voisin du Tamil Nadu, ont indiqué des responsables. A Chennai, la capitale du Tamil Nadu, les eaux de crue ont emporté des voitures et submergé une piste d'atterrissage, provoquant la fermeture de l'un des aéroports les plus fréquentés de l'Inde jusqu'à mardi matin.

NIGER

Six morts dans un accident de la circulation dans l'ouest du pays

Au moins six personnes ont été tuées et huit autres blessées dont six dans un état grave, dans un accident de la circulation impliquant un véhicule de transport public et un camion en stationnement, survenu dans la nuit de dimanche à lundi sur la nationale 1, axe Niamey-Dosso, a rapporté lundi la radio publique nigérienne.

Le drame est survenu vers 21h00 locale (20h00 GMT), près de la ville de Birni N'Gaouré (ouest), lorsque un véhicule en provenance de Niamey qui roulait à vive allure avec 14 voyageurs à bord a percuté un gros camion en stationnement sur la chaussée, selon la gendarmerie nationale. On a dénombré six personnes mortes sur place et huit autres blessées dont six cas graves qui ont été admises aux urgences de l'hôpital régional de Dosso. Au Niger, au moins 800 personnes perdent la vie chaque année dans les accidents de la circulation, faisant du pays l'un des premiers en Afrique où le taux d'accidents reste le plus élevé, selon les statistiques du ministère des Transports.

Les causes de ces accidents sont multiples, mais imputables notamment à la mauvaise conduite ainsi qu'à la fatigue des conducteurs, à des défauts mécaniques, à la surcharge des véhicules et au mauvais état des infrastructures, rappelle-t-on.

YEUX FATIGUÉS QUE FAIRE POUR LES SOULAGER

Télétravail face aux écrans, mauvais éclairage, climatisation, chauffage, port de lunettes... fatigués et fragilisés nos yeux. Que faire pour soulager cette fatigue visuelle ?

Normalement on cligne des yeux toutes les 4 secondes environ, cela permet de les lubrifier, les masser et les reposer de la lumière. Mais le port de lunettes ou le fait de fixer longtemps un écran (ou autre chose) diminuent les clignements réflexes. Les yeux se fatiguent, picotent, la cornée se dessèche, la vue se brouille.

Pour soulager les picotements, pensez à les hydrater régulièrement. Activez une alarme (téléphone ou ordinateur) toutes les heures et faites 2 ou 3 séries de 20 clignements. Pour intensifier l'effet de massage et améliorer la répartition du film lacrymal à la surface de l'œil, gardez un instant les yeux fermés et faites-les "rouler" sous les paupières.

Enfin, choisissez parmi les 4 exercices suivants celui qui vous convient le mieux pour soulager vos yeux après une journée devant les écrans.

#1 L'INDEX POUR REPOSER LE REGARD

Confortablement installée, tête droite et immobile, tendre le bras devant soi et fixer le haut de son index (ou l'ongle du pouce).

Sans bouger la tête, continuer à fixer son doigt en regardant lentement de son nez.

Puis éloigner son doigt de son visage tout doucement, sans cesser de le fixer.

Recommencer le mouvement une vingtaine de fois en gardant toujours

un rythme lent et en restant bien concentrée.

#2 LES OSCILLATIONS POUR LA MOBILITÉ OCULAIRE

Confortablement installée, dos droit, tête droite, les yeux sont ouverts. Sans bouger la tête, lever lentement les yeux le plus haut possible, puis les baisser le plus bas possible. Recommencer 10 fois. Faire une pause en fermant les yeux 30 secondes. Sans bouger la tête, regarder à droite le plus loin possible, puis à gauche le plus loin possible. Recommencer 10 fois. Fermer les yeux 30 secondes. Toujours sans bouger la tête, regarder en haut à droite et en bas à gauche. Recommencer 10 fois. Fermer les yeux 30 secondes.

#3 LE "PALMING" POUR DÉTENDRE LES YEUX

Confortablement installée sur une chaise, devant une table, frotter énergiquement les mains l'une contre l'autre pour les réchauffer.

Poser les coudes sur la table, puis fléchir légèrement le buste vers l'avant et couvrir les yeux ouverts avec les mains (comme si les paumes forment des coquilles), mais sans appuyer sur les globes oculaires.

L'appui se fait uniquement sur les coudes. Garder les doigts serrés de manière à ne pas laisser passer la lumière. Les paumes sont au niveau des



yeux, tandis que les doigts sont superposés au niveau du front.

Fermer les yeux, rester ainsi de 3 à 5 minutes en respirant calmement et profondément.

#4 L'ALPHABET POUR ROKIT-FIER LES MUSCLES OCULAIRES

Confortablement installée, tête droite et immobile, regarder l'horizon. "Écrire" l'alphabet

avec les yeux, lentement et sans bouger la tête. Ne pas hésiter à faire une pause toutes les six ou sept lettres en fermant les yeux pendant 1 minute.

4 RÉFLEXES QUOTIDIENS POUR PRENDRE SOIN DE VOS YEUX

Ultraperformants, nos yeux sont des organes complexes et très fragiles. Très sollicités par les longues heures passées devant les écrans, voici 4 gestes à faire au quotidien pour en prendre soin.

#1 : JE LIS HYDRATE

Climatisation, chauffage, poussière, vent, fumée de cigarette... peuvent assécher les yeux. En cas de sécheresse légère, utiliser du sérum physiologique. Si la sécheresse est plus sévère, mieux vaut opter pour des larmes artificielles associées à un gel lubrifiant.

Ils pleurent, ils picotent ? Pour les soulager, appliquer des compresses d'eau tiède pendant 5 minutes. Ensuite, masser les paupières inférieures puis supérieures pendant une minute. Terminer le soin en fermant les yeux normalement pendant 2 secondes avant de les rouvrir. Les fermer à nouveau en serrant fort les paupières et les rouvrir. Recommencer cet exercice une dizaine de fois. Vision rafraîchie garantie !

#2 : JE LIS METS AU REPOS

Les écrans nous empêchent de travailler les yeux. Pour les reposer, pratiquer la règle du 20-6-20 : toutes les 20 minutes passées sur un écran, regarder un objet situé à une distance de l'environ 6 mètres de soi, pendant 20 secondes. Puis, fermer les yeux, poser les paumes de mains par-dessus et rester dans cette position pendant 2 à 5 minutes. Autre option : porter des lunettes anti-lumière bleue dès lors qu'on passe plus

de 2 heures devant un écran d'ordinateur, de smartphone, de télévision ou de tablette.

#3 : JE LIS MUSCLE

Avec de la gymnastique oculaire ou du yoga des yeux. Comme l'exercice de l'index, tête et des doigts, tendre le bras et fixer le haut de son index (ou l'ongle de son pouce). Sans bouger la tête, rapprocher lentement l'index de son nez, puis l'éloigner toujours lentement, tout en le fixant. Recommencer une vingtaine de fois.

#4 : JE LEUR APORTE DE BONS NUTRIMENTS

La lutéine et la zéaxanthine : des pigments appartenant à la famille des caroténoïdes, possèdent un grand pouvoir antioxydant et anti-radicalaire. On les retrouve dans les légumes à feuilles vertes (choux, épinards, brocoli...), le maïs et le jaune d'œuf.

La vitamine A : elle améliore les visions diurne et nocturne. On la trouve dans les fruits et légumes à la coloration jaune ou orangée (poivrons, orange, carottes...) ou le foie de veau.

Les vitamines C et E : elles luttent contre les radicaux libres. Agrumes, noix et céréales en contiennent en quantité.

La vitamine D : on la trouve dans l'alimentation, mais le meilleur moyen de la synthétiser reste encore de vous exposer quelques minutes par jour au soleil.

Le zinc : Il contribue à la production de mélanine en transportant la vitamine A du foie vers la rétine. L'huile constitue



l'une des meilleures sources de zinc, mais on peut aussi en trouver dans la viande, les graines de sésame et de courtille. Les acides gras oméga-3 : aux propriétés anti-inflammatoires, sont principalement présents dans les poissons gras.

9 ALIMENTS BONS POUR LA VUE

1/9 - Les jaunes d'œufs
La vitamine A, présente dans les jaunes d'œufs (mais aussi dans le beurre et le lait entier) aide la rétine à bien fonctionner et permet de bien voir de jour comme de nuit, en permettant à l'œil de s'adapter à l'obscurité. Foies de volaille, de veau ou de morue en sont aussi très bien dotés, mais on en mange moins souvent ou moins volontiers.

2/9 - Les avocats
Dans les huiles, les oléagineux, l'avocat... il y a 7 fois de la vitamine E. Cet antioxydant réduit aussi les risques de cataracte et de DMLA. Voir nos délicieuses recettes avec des avocats.

3/9 - Les carottes
Dans les carottes, les abricots, les épinards, le persil... On trouve du bêta-carotène. Ce pigment orangé est un précurseur de la vitamine A, c'est-à-dire qu'il est transformé en vitamine A par le foie. Or la vitamine A est l'alliée des yeux. Voir nos délicieuses recettes avec des carottes.

4/9 - Les agrumes
Dans les agrumes, les poivrons, les choux de Bruxelles... On trouve bien sûr de la vitamine C. En prévenant l'oxydation de la cornée et du cristallin, elle les protège, et aiderait ainsi à prévenir la cataracte et la DMLA. Découvrir nos recettes aux agrumes.

5/9 - La patate douce
Son bêta-carotène est un précurseur de la vitamine A aussi dans les carottes, les abricots secs, le chou vert... On en fait des potages, des purées, des mijotés de légumes, assaisonnés d'un peu de poivre et de matière grasse pour améliorer son assimilation.

6/9 - Les épinards
On trouve dans les épinards, les poivrons, le pissenot, des antioxydants nommés lutéine et zéaxanthine. Ces pigments sont essentiels à la macula (au centre de la rétine), qui permet de distinguer détails et couleurs. Ils forment aussi un bouclier anti-radicaux libres. Voir nos idées de recettes faciles avec des épinards.

7/9 - Le saumon
Aucun rapport entre un pavé de saumon grillé et une balade au soleil, si ce n'est la vitamine D. Le premier en contient, le second assure sa synthèse au niveau de la peau. Elle joue un rôle essentiel dans la prévention de la myopie. Découvrez nos recettes légères avec du saumon.

8/9 - Les fruits de mer
Grâce aux huîtres et aux crustacés, on fait le plein en zinc. Cet oligoélément transporte la vitamine A du foie à la rétine.

9/9 - La sardine
Dans les poissons gras (saumon, sardine, maquereau...), les huiles de colza, de lin... on trouve des oméga-3. Ils préviennent la DMLA et luttent contre la sécheresse oculaire. Voir nos 8 recettes faciles avec des sardines.

5 CONSEILS POUR DIMINUER LA FATIGUE VISUELLE

Maux de tête, vision floue, yeux secs ou larmoyants, qui tirent ou qui grattent ? À moins de ne jamais passer de temps devant un écran, difficile aujourd'hui d'échapper à ces symptômes de fatigue visuelle. On vous aide à comprendre pourquoi et comment s'en prévenir.

7 Français sur 10 souffrent de fatigue visuelle en fin de journée, selon le baromètre annuel des opticiens "experts en santé visuelle" dévoilé en novembre 2019. 71% s'alarment ainsi de l'impact de leur vie professionnelle sur leur santé oculaire. L'ordinateur au bureau n'est pas seul en cause. Le problème que les Anglo-Saxons ont carrément baptisé "syndrome de déficience numérique" est devenu criant depuis 2007 et la généralisation des usages liés aux petits écrans, smartphones et tablettes, souligne Christophe Fontvieille, optométriste et enseignant-chercheur en optique physiologique à l'université de Nîmes.

On les quitte déjà rarement, le récent confinement a encore accentué les choses, entre messageries, liaisons Internet, mais à traiter en télétravail et classe à distance sur ordinateur pour les enfants. Selon un sondage Ifop réalisé début avril, 62 % de possesseurs de smartphone déclarent passer plus de temps les yeux rivés sur les écrans. Au risque d'accroître une fatigue, qui exacerbe nos défauts visuels, mais peut se limiter.

GROSSIR LES CARACTÈRES DE L'ÉCRAN

"L'écran peut toujours être le révélateur d'un défaut existant, de convergence notamment, prévient le Dr François Pelen. Un écran sollicite en principe la vision de loin", soit au-delà de 30 à 40 cm. Le problème, avec la multiplication de petits écrans des smartphones et tablettes "que l'on regarde plutôt à 20 cm, explique Christophe Fontvieille, est qu'ils perturbent l'équilibre naturel convergence-accommodation." L'accommodation, c'est la capacité qu'a l'œil à adapter sa puissance

idéalement entre 50 et 70 cm de ses yeux (une longueur de bras). Plus on regarde un détail, plus on a besoin de contraste", explique également le chercheur : pour lire facilement l'équivalent d'une feuille A4 concentrée sur un écran de smartphone, mieux vaut augmenter le contraste de l'appareil que se contorsionner pour s'en rapprocher.

PORTER SON REGARD AU LOIN, FAIRE DES PAUSES VISUELLES

On ne peut pas toujours - ni totalement - choisir le temps passé sur des écrans. En revanche, il faut au minimum s'astreindre à une petite gymnastique. Pour soulager



ADOPTER UNE BONNE POSTURE

"Notre ergonomie visuelle est indissociable de notre posture", souligne Christophe Fontvieille, ophthalmologiste à l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, fondateur du groupe Point-Vision.

Il constate combien "les troubles musculo-squelettiques augmentent aussi avec l'usage accru des écrans" et milite pour "doubler les examens visuels de bilans posturaux". Il n'y a sans doute pas de posture idéale pour passer sa vie rivé à un écran, mais les spécialistes s'accordent à préconiser le moindre inconfort par un compromis entre vision et posture (cf. illustration). Lorsqu'on de regarde, assis, pieds à plat ou surélevés devant soi, dos et nuque droite, le haut de l'écran doit se situer au niveau des yeux. Si l'on travaille sur portable, le mieux est de le relier à un moniteur externe. À défaut, on le rehausse.

Dans tous les cas, on le place idéalement entre 50 et 70 cm de ses yeux (une longueur de bras). Plus on regarde un détail, plus on a besoin de contraste", explique également le chercheur : pour lire facilement l'équivalent d'une feuille A4 concentrée sur un écran de smartphone, mieux vaut augmenter le contraste de l'appareil que se contorsionner pour s'en rapprocher.

Portrait de la personne qui a écrit l'article.

PORTER SON REGARD AU LOIN, FAIRE DES PAUSES VISUELLES

On ne peut pas toujours - ni totalement - choisir le temps passé sur des écrans. En revanche, il faut au minimum s'astreindre à une petite gymnastique. Pour soulager

l'hyperaccommodation permanente qu'ils induisent, on se force régulièrement à en détacher son regard pour le porter au loin. Ensuite, il faut absolument s'imposer de véritables pauses, en s'en éloignant franchement, "toutes les deux heures, exactement comme lorsque l'on doit conduire longtemps sur l'autoroute", conseille le Dr Pelen.

CLIGNER DES YEUX

Cligner des yeux est un réflexe nécessaire, "normalement 15 à 20 fois par minute", précise Christophe Fontvieille. "La cornée n'étant pas vascularisée, le seul moyen de lui apporter eau et oxygène, c'est par les larmes", explique le Dr Pelen. "Tout le monde ne produit pas la même quantité de ces larmes, qui nettoient nos yeux en permanence. Si l'on a la chance d'en produire beaucoup, on sera moins pénalisé. Car dès lors que l'on reste concentré sur un écran, l'effet est le même pour tout le monde : dans une sorte d'état de sidération, on cligne moins des yeux", explique l'ophtalmologue.

Résultat, en fin de journée, ça gratte à l'œil, et l'œil fatigue. La solution, pas forcément facile à mettre en œuvre : se forcer à cligner plus. Et arrêter de fumer, car "le tabac assèche les yeux", ajoute François Pelen. Le médecin peut aussi prescrire des collyres "à fausses larmes" pour soulager ce désagrément.

SE PROTÉGER DE LA LUMIÈRE BLEUE ?

La lumière bleue est une partie du

spectre lumineux. Présente dans la lumière du soleil, elle a surenvolé notre quotidien (ampoules fluorescentes et led, ordinateurs, tablettes, consoles de jeux vidéo...). L'exposition excessive à cette lumière, le soir, perturbe notre rythme chronobiologique et retarde l'endormissement. Des études ont aussi montré qu'une partie de la lumière bleue (les longueurs d'onde bleu-violet) se révèle nocive pour la rétine : à haute dose et à long terme, elle provoque une oxydation susceptible d'accroître le mort des cellules et augmenter le risque de dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA).

Quid de l'exposition chronique à cette même lumière froide via les écrans ? "Le sujet fait encore débat", soulignent nos experts. Dans son rapport sur les effets de la lumière bleue sur la santé humaine, remis en mai 2019, l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire) soulignait en effet qu'on ne peut encore l'évaluer, "en raison du manque de données". Quant aux dispositifs revendiquant atténuation ou suppression de la lumière bleue (filtres incorporés dans les écrans ou s'adaptant aux lunettes correctrices), le rapport ne les juge pas assez efficaces. "Au mieux, selon les fabricants, ils ne filtrent que 20 à 25 % de la lumière bleue", confirme Christophe Fontvieille.

À choisir, les lunettes spécifiques de protection contre la lumière bleue révèlent une puissance de filtrage plus importante que les verres correcteurs traités, concluait l'ANSES.

2 RECETTES MAISON POUR LES SOULAGER

De longues heures passées devant les écrans de l'ordinateur ou du smartphone finissent par fatiguer les yeux. Si vous avez les paupières rouges et les yeux qui piquent à la fin de la journée, voici deux recettes maison à tester dès ce soir.

DES COMPRESSES DE CAMOMILLE

Préparez une tisane de camomille, et laissez-la refroidir.

Trempez-y deux morceaux de coton, pressés un peu pour les essorer, et posez sur les yeux.

Laissez agir pendant une dizaine de minutes. À défaut d'infusion "maison", vous pouvez bien sûr utiliser des sachets tout prêts. A noter : la camomille est également très utile pour lutter contre les céphalées de tension. Quand un mal de tête pointe le bout de son nez, massez-vous les tempes avec des boutons de fleurs de camomille ou avec une compresses imbibée d'huile essentielle de camomille.

UN CATAPLASME DE MAUVES

Le cataplasme de mauves permet de soulager

une conjonctivite occasionnelle et d'apaiser les yeux rougis.

Versez un bol d'eau sur une cuillère à soupe de mauves, faites bouillir pendant une minute et laissez infuser pendant 10 minutes. Jetez l'eau et appliquez les fleurs humides et tièdes directement sur les yeux.

Allongez-vous si possible dans l'obscurité et gardez ce cataplasme de fleurs sur les yeux pendant une vingtaine de minutes.

A noter : ce cataplasme permet également de soulager les yeux irrités par une nuit blanche.

LIBYE

L'émissaire de l'ONU appelle à l'accélération des efforts pour la tenue d'élections "réussies"

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Abdoulaye Bathily, a souligné l'importance d'accélérer le rythme des efforts pour établir une "approche globale et unifiée" et lancer une "voie consensuelle" qui permettrait la tenue d'élections "réussies" dans le pays.

Bathily s'est exprimé lundi à l'occasion d'une rencontre avec une délégation des composantes politiques et sociales de la région du Fezzan (sud-ouest du pays), au siège de la mission de l'ONU à Tripoli, selon les messages publiés par le diplomate sur la plateforme "X" (ex-Twitter). La rencontre avec le représentant de l'ONU s'inscrit dans le cadre de la poursuite des consultations en

cours qu'il mène avec diverses composantes libyennes et d'une invitation qu'il a adressée il y a environ deux semaines aux parties libyennes pour résoudre les questions en suspens liées à la mise en œuvre du processus électoral. L'émissaire onusien a déclaré qu'il avait eu une "discussion fructueuse sur le processus politique", qui, a-t-il souligné, serait "inclusif de toutes les

parties libyennes". Il a ajouté : "J'ai souligné l'importance d'accélérer le rythme des travaux pour établir une approche globale et unifiée dans le but de lancer une voie consensuelle qui nous permette d'avancer vers la tenue d'élections réussies en Libye". Bathily a souligné que les participants à la réunion "ont assuré de leur engagement en faveur d'un dialogue constructif".

La Libye et l'UNICEF signent un plan de travail pour renforcer les systèmes de protection de l'enfance

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le ministère libyen de l'Intérieur ont signé dimanche un plan de travail visant à renforcer les systèmes de protection de l'enfance et la justice pour les enfants. "Aujourd'hui, l'UNICEF Libye a signé un plan de travail avec le ministère de l'Intérieur pour renforcer les systèmes de protection de l'enfance et la justice pour les enfants

en Libye", a déclaré l'UNICEF dans un communiqué publié sur sa page officielle de Facebook. Les objectifs du plan de travail consistent à améliorer la qualité et la coordination des services de protection des enfants, en particulier ceux en contact avec la loi, à travers le soutien aux unités de protection de la famille et de l'enfance au sein du ministère de l'Intérieur, a

affirmé l'UNICEF. "L'UNICEF soutient le ministère à travers une assistance technique, la formation de formateurs et la mise en place de structures et de processus pour normaliser une approche fondée sur les droits", a indiqué la même source. Le plan de travail vise à réformer le système national de justice pour enfants conformément à la Convention des Nations Unies rela-

tive aux droits de l'enfant. "Cela représente une collaboration fructueuse entre l'UNICEF et le ministère de l'Intérieur pour mieux protéger les droits et le bien-être des enfants dans toute la Libye. L'UNICEF et le ministère de l'Intérieur se réjouissent de la poursuite de leur partenariat pour concrétiser cette vision et cet objectif communs", a mis en avant l'UNICEF.

G5 SAHEL

Le Burkina Faso et le Niger se retirent

Les gouvernements de transition du Burkina Faso et du Niger ont annoncé samedi, dans un communiqué conjoint leur retrait du G5 Sahel, une organisation créée en 2014 dans le cadre de "la lutte contre le terrorisme" et qui regroupait la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali le Niger et le Tchad.

"Les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et de la République du Niger, après un examen approfondi du G5 Sahel et du fonctionnement de cette organisation, ont décidé en toute souveraineté du retrait du Burkina Faso et du Niger de l'ensemble des instances et organes du G5 Sahel y compris la Force conjointe à compter du 29 novembre 2023",

ont écrit dans un communiqué conjoint les porte-paroles des deux gouvernements. Les cinq Etats avaient créé le 19 décembre 2014, le G5 Sahel avec pour objectif de "mutualiser les capacités et les moyens pour faire du Sahel un espace de sécurité et de développement". "Cependant, force est de constater qu'après près de 9 ans d'existence, l'organisation peine à atteindre ses objectifs", ont fait savoir les porte-paroles du gouvernement burkinabè Jean-Emmanuel Ouédraogo et du Niger Abdourahmane Amadou. "Dans l'entendement commun de nos deux Etats, le G5 Sahel ne saurait servir les intérêts étrangers au détriment de ceux des peuples du Sahel, encore moins accepter

le diktat de quelques puissances que ce soit au nom d'un partenariat dévoyé infantilisant qui nie le droit à la souveraineté de nos peuples et de nos Etats", ont-ils expliqué. Les porte-paroles des deux gouvernements ont fait savoir que c'est donc en toute lucidité que le Burkina Faso et le Niger ont pris la responsabilité "historique" de se retirer de cette organisation. Pour rappel, le 15 mai 2022, le gouvernement de transition du Mali avait décidé de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe. A l'instar de ses voisins de la région du Sahel, notamment le Mali et le Niger, le Burkina Faso est confronté depuis 2015, à une insécurité croissante.

BURKINA FASO

Ouagadougou accueille un forum sur les investissements privés

Un forum économique de deux jours a débuté lundi à Ouagadougou ayant pour objectif de trouver des solutions permettant de consolider la souveraineté économique du pays à travers des investissements stratégiques. Sous

le thème "Burkina Faso, investissements et souveraineté", le forum, qui a accueilli plus de 200 participants, a pour objectifs de conforter et consolider le rôle du secteur privé dans le développement économique du pays, a indiqué le minist-

tre de Commerce Serge Poda. "La question de souveraineté de nos jours ne peut se traiter sans aborder la contribution des investissements", a estimé le ministre, selon lequel cette rencontre vise à mener collectivement la réflexion autour

de la problématique de l'investissement et de la souveraineté afin d'identifier les actions majeures qui permettront de faire de l'investissement un véritable instrument de développement et de souveraineté économique.

NIGÉRIA

85 morts dans un tir de drone accidentel de l'armée

Un drone de l'armée nigérienne a accidentellement tué au moins 85 civils dimanche dans un village de l'Etat de Kaduna, dans le nord-ouest du pays, ont rapporté mardi des médias, citant des responsables des services d'urgence.

Le président Bola Ahmed Tinubu a par ailleurs ordonné l'ouverture d'une enquête après que l'armée a reconnu qu'un de ses drones avait accidentellement frappé le village de Tudun Biri

pendant que les habitants célébraient une fête. L'armée n'a pas donné de chiffres sur les victimes, mais des habitants ont déclaré que 85 personnes, dont beaucoup de femmes et d'enfants, avaient été tuées.

"Le bureau de zone du nord-ouest a reçu des informations des autorités locales selon lesquelles 85 corps ont été enterrés jusqu'à présent, tandis que les recherches se poursuivent", a dé-

claré l'Agence nationale de gestion des urgences (Nema) dans un communiqué, relayé par les médias, tandis que 66 autres personnes étaient prises en charge à l'hôpital.

"Le président Tinubu qualifie l'incident de très malheureux, troublant et douloureux, et exprime son indignation et son chagrin face à la perte tragique de vies nigériennes", a déclaré la présidence dans un communiqué.

GUINÉE-BISSAU

Dissolution du Parlement après une "tentative de coup d'Etat"

Le président bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló, a décidé de dissoudre le Parlement dominé par l'opposition lundi, trois jours après des affrontements armés qu'il qualifie de "tentative de coup d'Etat".

"La date des prochaines élections législatives sera fixée le moment opportun, conformément aux dispositions (...) de la Constitution", dit un décret présidentiel communiqué à la presse.

Le président Embaló invoque la "complicité" entre la Garde nationale, le corps impliqué dans les affrontements avec la Garde présidentielle jeudi soir et vendredi, et "certains intérêts politiques au sein même de l'appareil d'Etat".

"Après cette tentative de coup d'Etat menée par la Garde nationale et devant les preuves fortes de l'existence de complicités politiques, le fonctionnement normal des institutions de la République est devenu impossible.

Ces faits confirment l'existence d'une grave crise politique", dit-il. La Guinée-Bissau évolue dans une instabilité politique chronique et a connu depuis son indépendance du Portugal en 1974 plusieurs changements anticonstitutionnels.

Des éléments de la Garde nationale ont fait irruption, jeudi soir, dans les locaux de la police judiciaire pour en extraire le ministre de l'Economie et des Finances, Souleiman Seidi, et le secrétaire d'Etat au Trésor public, Antonio Monteiro qui y étaient interrogés.

Puis ils se sont mis à l'abri dans un camp militaire de la capitale Bissau, et ont résisté jusqu'à vendredi matin par les armes. Les affrontements ont fait au moins deux morts. Les législatives de juin 2023 ont donné la majorité absolue à une coalition constituée autour de l'historique Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), vieil adversaire du président.

M. Embaló, qui dirige le pays depuis 2020, s'est retrouvé condamné à la cohabitation avec le gouvernement. Dans son décret, le président dénonce "la passivité du gouvernement" face aux événements.

RWANDA

Mort de l'ancien Premier ministre rwandais Faustin Twagiramungu en Belgique

L'ancien Premier ministre rwandais Faustin Twagiramungu, en exil en Belgique, est mort samedi à 78 ans, a annoncé son parti.

M. Twagiramungu, Premier ministre de juillet 1994 à août 1998, avait été candidat malheureux à l'élection présidentielle en 2003 remportée par Paul Kagame, toujours au pouvoir aujourd'hui. La Rwandan Dream Initiative (RDI), parti de l'ancien Premier ministre, "a le regret d'informer ses militants, et tous les Rwandais, que ce samedi matin 2 décembre 2023, le leader du parti monsieur Faustin Twagiramungu est décédé", a déclaré la formation politique dans un communiqué. "Il vivait avec sa famille en Belgique", a poursuivi la RDI.

SOMALIE

La Somalie, l'UA et l'ONU s'apprêtent à entamer la deuxième phase du retrait des troupes

La Somalie, la Mission de Transition de l'Union Africaine en Somalie (ATMIS) et le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) ont conjointement annoncé samedi la reprise de la deuxième phase du retrait des troupes du pays en décembre.

Mohammed El-Amine Souef, représentant spécial du président de la Commission de l'UA pour la Somalie et chef de l'ATMIS, a indiqué que le processus de retrait de 3.000 soldats supplémentaires de Somalie devait initialement s'achever à la fin du mois de septembre, mais qu'il avait été interrompu à la suite d'une demande de pause technique émise par le gouvernement somalien. "Après des discussions approfondies au niveau technique tripartite entre les trois parties et conformément aux directives du communiqué de l'Union africaine et de la résolution 2710 (2023) du Conseil de sécurité des Nations Unies, nous annonçons aujourd'hui conjointement que l'ATMIS reprendra et achèvera le retrait de 3.000 soldats d'ici au 31 décembre 2023", a déclaré M. Souef lors d'une conférence de presse conjointe à Mogadiscio. Selon un communiqué conjoint publié après la réunion, M. Souef a noté que depuis la pause technique en septembre, l'ATMIS, le gouvernement et le BANUS avaient travaillé en collaboration pour mettre en place des mesures visant à reprendre le processus comme prévu par le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Le conseiller national à la sécurité, Hussein Sheikh Ali, a réaffirmé l'engagement du gouvernement de respecter les délais fixés. M. Ali a indiqué que les forces de sécurité somaliennes étaient prêtes à prendre le contrôle des huit bases militaires, qui devraient être remises par les troupes de l'ATMIS.

M. Ali a appelé les Somaliens à soutenir le processus de transition, affirmant que le gouvernement et la communauté internationale s'engageaient à le mener à bien. Au cours de la première phase du retrait, qui s'est achevée en juin, l'ATMIS a retiré 2.000 soldats et transféré le contrôle de sept bases militaires aux forces de sécurité somaliennes, conformément aux résolutions 2687 et 2670 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

PALESTINE L'ONU renouvelle son appel à un cessez-le-feu à Ghaza

Les Nations Unies ont renouvelé lundi leur appel à un cessez-le-feu à Ghaza, alors que l'agression de l'entité sioniste contre l'enclave palestinienne se poursuit.

"La reprise des combats a conduit à un retour aux massacres de civils, car des personnes sont tuées avec leurs familles, dans leurs maisons alors qu'elles se réfugient, dorment ou mangent", a déclaré le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors d'une conférence de presse.

Les Nations Unies continuent en outre à appeler les forces sionistes à éviter toute action risquant d'aggraver une situation

humanitaire déjà catastrophique à Ghaza, ainsi qu'à s'efforcer d'épargner de nouvelles souffrances aux civils.

Les civils - dont les travailleurs de la santé, les journalistes et le personnel des Nations Unies - et les infrastructures civiles doivent être protégés à tout moment. Le secrétaire général de l'ONU a réitéré son appel à un cessez-le-feu humanitaire durable à Ghaza, a ajouté Dujarric soulignant que M. Guterres "est

profondément préoccupé par la reprise des opérations terrestres sionistes et les frappes aériennes dans le sud de Ghaza".

Concernant la situation en Cisjordanie occupée, Dujarric a déclaré : "Nous restons profondément préoccupés de la situation en Cisjordanie, en termes de renforcement des opérations sionistes et d'escalade de la violence des colons, qui a conduit à une augmentation du nombre de morts et d'arrestations".

GRANDE BRETAGNE Londres augmente le salaire minimum pour obtenir un visa de travail

Le gouvernement conservateur britannique a annoncé lundi un relèvement de 47% du salaire minimum pour obtenir un visa de travail, parmi une série de mesures pour réduire l'immigration nette de 300.000 personnes dans les années à venir.

Devant le Parlement, le ministre de l'Intérieur James Cleverly a annoncé un important tour de vis, consistant à empêcher les salariés du secteur de la santé de faire

venir des membres de leur famille, et à augmenter d'un tiers pour les autres secteurs le salaire annuel minimum requis pour travailler au Royaume-Uni.

Il passera au printemps prochain à 38.700 livres sterling (45.160 euros), comparable au salaire médian à temps plein, contre 26.200 livres actuellement.

Largement distancé dans les sondages par l'opposition travailliste à l'approche des élections attendues l'année

prochaine, le gouvernement de Rishi Sunak s'efforce d'afficher une ligne ferme pour faire baisser l'immigration, qu'elle soit légale ou clandestine.

Le tout avec en toile de fond la promesse de "reprenre le contrôle" des frontières grâce au Brexit.

Promettant devant le Parlement "la réduction la plus importante" jamais effectuée en terme d'immigration nette, le ministre de l'Intérieur James Cleverly a dévoilé une série

de mesures grâce auxquelles "300.000 personnes de moins pourront venir au Royaume-Uni dans les années à venir par rapport à l'année dernière".

Selon les statistiques officielles publiées fin novembre, l'immigration nette (différence entre les arrivées de ressortissants étrangers et les départs) s'est élevée à 745.000 personnes l'an dernier, soit bien plus que l'estimation initiale de 606.000 personnes.

GRÈCE Neuvième parti au parlement après la défection de dissidents de Syriza

Un groupe de députés de gauche dissidents, issus du principal parti d'opposition, ont formalisé lundi un neuvième groupe au sein du parlement grec, une première depuis des décennies.

Le nouveau groupe a été baptisé Nouvelle Gauche, ont indiqué onze députés qui en novembre ont fait scission du principal parti d'opposition Syriza.

Le parlement grec aura dans ses rangs neuf partis pour la première fois depuis la restauration de la démocratie en 1974. Les dissidents ont accusé le nouveau

dirigeant de Syriza Stefanos Kasselakis un ex-trader de Goldman Sachs, de comportement "non démocratique" et de "détruire" le principal parti d'opposition qui a été à la tête du pays en 2015-2019. Stefanos Kasselakis, un homme d'affaires de 35 ans qui a passé une grande partie de sa vie aux Etats-Unis, a été élu à la surprise générale à la tête du parti en septembre après les défaites successives de Syriza aux élections générales en mai et juin, qui ont abouti à la démission d'Alexis Tsipras.

Syriza a dégringolé dans les sondages après l'élection de M.

Kasselakis à la tête du parti, et s'est retrouvé à la troisième place derrière les socialistes du Pasok. Novice en politique, M. Kasselakis a gagné à l'issue d'une campagne principalement menée sur les réseaux sociaux, affirmant qu'il voulait créer une "gauche moderne" capable de reconquérir le pouvoir.

Dans une interview lundi à Alpha TV, Kasselakis a assuré qu'il unirait les "démocrates et les progressistes" en Grèce en dépit des nombreuses défections de membres du parti qui ont suivi le départ des onze députés dissidents.

ETATS-UNIS - MEXIQUE Discussions sur la coopération économique et la lutte contre le trafic de drogue

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, se rendra au Mexique de mardi à jeudi, pour accroître la coopération dans la lutte contre le trafic de fentanyl, un très puissant opiacé, mais aussi renforcer les liens économiques entre les deux pays.

La ministre américaine de l'Economie et des Finances doit notamment rencontrer le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador, mais aussi son homologue des Fi-

nances Rogelio Ramirez de la O.

Janet Yellen "incitera ses homologues du gouvernement mexicain à renforcer encore la coopération sur le trafic de fentanyl", a déclaré lundi le département au Trésor dans un communiqué.

En outre, elle "rencontrera des dirigeants du secteur bancaire au Mexique pour faire avancer le travail du Trésor avec le secteur privé pour lutter contre le financement illégal lié au fentanyl", tou-

jours selon le communiqué.

En décembre 2021, le président américain Joe Biden avait signé deux décrets pour durcir le régime américain de sanctions contre les acteurs du trafic international de drogue, et notamment de fentanyl.

Cet opiacé très puissant est à l'origine de dizaines de milliers de décès par overdose chaque année aux Etats-Unis.

Depuis, plus de 200 mesures de sanctions

ont été prises, selon un responsable du Trésor.

Cette visite au Mexique fait suite à la mise en place lundi d'une équipe du Trésor dédiée à la lutte contre le fentanyl, qui rassemble le personnel, l'expertise, les renseignements et les ressources des principaux bureaux du Trésor.

Les deux pays s'étaient engagés en octobre à "intensifier leurs efforts" pour lutter contre le trafic de Fentanyl.

INDE 13 morts dans des échanges de tirs au Manipur

Au moins 13 personnes ont été tuées dans des échanges de tirs dans l'Etat du Manipur, dans le Nord-Est de l'Inde, selon un responsable de l'Etat et des médias locaux. Un responsable de l'Etat a confirmé lundi soir que les corps avaient été retrouvés dans le district de Tengnoupal, une zone proche de la frontière avec la Birmanie.

Selon le Times of India mardi, la police du Manipur a confirmé, dans un communiqué, le nombre de morts dans les dernières violences en date depuis qu'elles ont éclaté en mai. Au moins 200 personnes ont été tuées au Manipur depuis le début des affrontements entre Meitei, majorité ethnique à prédominance hindoue, et la tribu Kuki, majoritairement chrétienne. Un regain de violences a éclaté en mai après une marche de protestation contre toute éventualité que la communauté Meitei obtienne, comme les Kuki, le statut plus avantageux de "tribu répertoriée" qui leur garantirait des quotas d'emplois publics et d'admissions dans les universités. Depuis, l'Etat s'est fracturé suivant des critères ethniques. Des milices rivales se sont constituées et ont érigé des barricades pour empêcher les membres de la communauté adverse de pénétrer dans les zones sous leur contrôle.

COLOMBIE Bogota et l'ELN reprennent les négociations à Mexico

Le gouvernement colombien et la guérilla de l'ELN ont repris lundi leurs négociations à Mexico pour tenter de mettre fin à 60 ans d'insurrection, après le récent enlèvement du père du footballeur Luis Diaz.

Les parties ont formellement lancé le cinquième round de pourparlers commencés il y a un an, a indiqué le secrétariat (ministère) mexicain des Affaires étrangères. Aucune source n'a précisé l'ordre du jour des rencontres, assombries par la détention pendant 12 jours de Luis Manuel Diaz par un commando de l'Armée de libération nationale (ELN) dans le nord de la Colombie près de la frontière avec le Venezuela.

M. Diaz, 56 ans, père de l'attaquant de Liverpool, a été libéré le 9 novembre. Le commandant militaire de l'ELN, Antonio Garcia, avait lui-même admis une "erreur". Ce rapt a mis en péril le processus de paix, ainsi que le cessez-le-feu bilatéral de six mois en vigueur depuis le 3 août.

Avant la libération de M. Diaz, le président Gustavo Petro avait estimé que cet enlèvement avait rompu la "confiance" entre les parties.

"Nous sommes confiant qu'avec la bonne disposition des deux parties et l'appui de la communauté internationale, ce nouveau round de négociations dans notre pays ouvrira les voies pour atteindre une solution définitive et durable du conflit", a ajouté le communiqué du ministère mexicain des Affaires étrangères.

Le communiqué a été diffusé par le bureau du haut commissaire pour la paix du gouvernement colombien sur X (ex-Twitter). Des rounds de négociations ont également eu lieu précédemment au Venezuela et à Cuba, qui jouent le rôle de garants avec les gouvernements du Mexique, du Brésil, du Chili et de la Norvège.

A ces pays s'ajoutent l'Allemagne, l'Espagne, la Suède et la Suisse, qui accompagnent les pourparlers, ainsi qu'un représentant du secrétaire général des Nations unies. Présenté dans l'ouest sur la côte Pacifique et dans le nord-est frontalier du Venezuela, l'ELN défie l'Etat colombien depuis sa naissance en 1964 dans le sillage de la révolution cubaine. L'ELN, qui compterait 5.800 combattants, est la plus vieille guérilla encore active en Amérique latine, depuis le désarmement des FARC marxistes en 2016.

NOUVELLE-ZÉLANDE Les Maoris manifestent contre le nouveau gouvernement conservateur

Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Nouvelle-Zélande mardi pour protester contre la politique du gouvernement conservateur nouvellement élu à l'égard de la population autochtone maorie. Des manifestations, soutenues par le parti maori Te Pati Maori, ont notamment été organisées à Auckland et Wellington, constituant un premier test pour le Premier ministre Christopher Luxon. Les dirigeants maoris accusent la coalition conservatrice de politiques racistes, menaçant notamment un traité qui protège les droits des peuples autochtones.

Ils s'opposent aux projets de changement de nom de certains départements de maori à l'anglais et de fermeture de l'autorité sanitaire maorie, Te Aka Whai Ora. Quelque 300 véhicules ont participé aux manifestations à Auckland, la plus grande ville de Nouvelle-Zélande, où il a été procédé à deux arrestations, selon la police. Des manifestations ont aussi été organisées dans la capitale Wellington avant la séance d'ouverture du parlement néo-zélandais.

"La manifestation de ce matin était plus pour mobiliser notre peuple", a déclaré Rawiri Waititi, co-dirigeant du groupe Te Pati Maori, sur Radio New Zealand. Quelque 600 personnes ont défilé dans les rues de Wellington, certaines drapées de drapeaux maoris, avec des panneaux demandant au gouvernement d'"honorer le traité" de Waitangi, signé en 1840 entre la couronne britannique et des chefs maoris garantissant les droits des autochtones qui représentent aujourd'hui 17% de la population.

CONFÉRENCE SUR L'INFORMATION ET LES DÉFIS ACTUELS À ALGER

Le saut qualitatif réalisé dans le secteur de l'information salué

Les participants à la conférence sur "L'information et les défis actuels", organisée les 2 et 3 décembre à Alger, ont salué le saut qualitatif réalisé dans le secteur de l'information en Algérie grâce aux trois lois adoptées récemment par le Parlement.

Selon les recommandations ayant sanctionné les travaux de la conférence, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse, des acteurs du secteur de l'information et de la communication ont salué le saut qualitatif réalisé à la faveur des trois lois adoptées récemment par le Parlement et visant à "organiser l'information et la communication en Algérie" et à doter le secteur des "outils juridiques permettant de développer la profession".

Les participants ont appelé à "tenir compte des relations de l'Algérie avec son environnement régional et international", insistant sur la nécessité de "s'abstenir de recourir à des méthodes immorales face aux infos" et de "vérifier l'exactitude des informations auprès de leurs sources officielles pour éviter la propagation de mensonges et d'informations fallacieuses susceptibles de nuire à l'Algérie, à sa sécurité nationale et à la paix sociale".

Dans le domaine de la presse électronique, les intervenants ont mis en garde contre "les fausses informations circulant sur les réseaux sociaux et les plateformes en ligne dans le but de provoquer et de créer des tensions sécuritaires pouvant être extrêmement graves".

En vue de lever les entraves au bon fonctionnement et à la bonne



performance du secteur, les participants ont proposé "la création d'un institut d'études appliquées dans le domaine de l'audiovisuel et des médias électroniques, encadré par des experts et des techniciens expérimentés".

Saluant les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prévoyant la promulgation de lois sur la presse électronique et l'inclusion du droit des journaux électroniques agréés dans les marchés publics, les participants ont souligné la nécessité de la forma-

tion en matière de déontologie de la profession au niveau des établissements médiatiques, comme partie intégrante de la formation globale du journaliste.

Les participants ont, par ailleurs, insisté sur l'importance de mettre en exergue "les valeurs visant à préserver notre identité nationale et notre sécurité nationale", appelant à œuvrer au "développement du secteur de l'information à la lumière des trois lois adoptées par le Parlement dans le cadre des réformes décidées par le président de la République".

SOUTIEN AUX PROJETS CULTURELS ET ARTISTIQUES

Ouverture des candidatures devant les associations (ministère)

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé, lundi, l'ouverture des candidatures devant les associations culturelles et artistiques, en vue de bénéficier de l'appui aux projets culturels et artistiques au titre de l'exercice 2024, indique un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de la politique d'appui public aux projets des associations culturelles et artistiques, le ministère de la Culture et des Arts annonce l'ouverture des candidatures en vue de bénéficier de l'appui aux projets culturels et artistiques au profit des associations, dans l'objectif de promouvoir et consolider l'activité culturelle associative, et en application des dispositions de la loi 12-06 du 12 janvier 2012 relative aux associations", précise le communiqué.

Cet appui concerne, selon la même source, "les projets des associations culturelles et artistiques à caractère national ou local qui visent, à travers ces projets, à contribuer à mettre en valeur et à préserver le legs culturel matériel et immatériel, à organiser des activités culturelles et artistiques instructives et distinguées qui

intéressent toutes les franges de la société, à former les jeunes et les enfants dans différents arts (musique, théâtre, audio-visuel, dessin...), à porter un intérêt aux œuvres culturelles et artistiques destinées aux enfants, ainsi qu'à organiser des manifestations culturelles à travers les wilayas du pays et les régions isolées, en particulier".

Les associations culturelles et artistiques peuvent consulter les conditions et les procédures d'éligibilité au soutien, ainsi que le dossier administratif à fournir, télécharger le formulaire et d'autres fichiers sur le site électronique du ministère de la Culture et des Arts.

Le dépôt des dossiers se fait "exclusivement" sur la plateforme numérique du soutien public aux associations culturelles sur le site électronique du ministère, ajoute la même source, précisant que "l'ouverture de la plateforme et la réception des projets sont fixées à 45 jours à compter du 14 décembre en cours", l'évaluation des travaux par la commission du soutien public aux projets des associations bénéficiant de l'aide devant se faire après étude de tous les dossiers.

ORAN

Clôture du salon national de la photographie

Les photos du patrimoine exposées lors de la première édition du salon national de la photographie, qui a pris fin lundi soir à Oran, ont constitué une mosaïque alliant l'authenticité et l'originalité du patrimoine de l'Algérie et les techniques de la photographie moderne.

Ainsi, 40 photographes participant à cette manifestation ont réussi à mettre en exergue le patrimoine culturel que recèle l'Algérie à travers l'exposition de 200 photos faisant sa promotion et celle du tourisme culturel à travers différentes wilayas du pays, faisant connaître la destination Algérie et contribuant à la consécration de la culture de la photographie abordant le patrimoine chez les jeunes amoureux de l'art visuel, selon les organisateurs. Pour valoriser la photo patrimoniale, le photographe Djelloul Boumediène de Béchar lauréat de plusieurs prix internationaux a insisté sur la nécessité d'organiser des sorties, par les directions de la culture et du tourisme au profit des photographes, dans les zones touristiques afin de les promouvoir, de même que des expositions pour vendre des photos, en plus de les étaler au niveau des établissements hôteliers et des maisons de jeunes, de former de jeunes photographes dans le domaine, de photographier le patrimoine et d'élaborer des brochures pour présenter les photographes algériens.

Pour sa part, le photographe Abderrahim de Sétif, qui a animé une conférence et un atelier sur la photographie patrimoniale lors de ce salon, a estimé que ce dernier tenu sous le slogan "La photo mémoire du patrimoine" a eu un franc succès sur tous les plans surtout s'agissant de la valeur des œuvres créatives exposées abordant des dimensions artistiques, culturelles et touristiques, tout en insistant sur la nécessité d'impliquer les spécialistes en histoire et du patrimoine dans la sélection des meilleures œuvres en vue de leur valorisation.

Bendjerad Mohamed de Naama a estimé que la photographie patrimoniale est devenue un sujet de l'heure dans le domaine de la promotion du patrimoine où la photographie est la langue du monde, soulignant que tout le monde se base sur l'art de la photographie dans la promotion du tourisme.

Il a aussi affirmé que le photographe peut présenter des œuvres splendides pour faire la promotion de la destination Algérie, soutenant que le pays recèle un riche patrimoine unique en son genre.

Trois photographes, en l'occurrence Yaakoub Abdelkrim d'Oran, Djelloul Boumediène de Béchar et Hashas Zinedine faisant partie des personnes aux besoins spécifiques ont présenté leurs expériences, un poème filmé sur la Palestine de la poétesse Benali Meriem a été projeté et 50 élèves du primaire ont visité ce salon où des modèles d'appareils de photographie et accessoires ont été exposés.

Ce salon, qui a drainé un large public dont des familles, des artistes et des jeunes, est initié par la maison de la culture et des arts "Zeddour Brahim Kacem" d'Oran.

COLLOQUE "LITTÉRATURE DES MÉMOIRES EN ALGÉRIE" À BATNA

Accorder davantage d'importance à la littérature mémorielle en Algérie

Des chercheurs et des professeurs spécialisés en littérature et en langue arabe ont fait part, lundi à Batna, de la nécessité de donner davantage d'importance à la littérature des mémoires en Algérie.

Les intervenants au cours d'un colloque national de deux jours, consacré à la "littérature des mémoires en Algérie", organisé à l'auditorium de la Faculté de langue et littérature arabes et des arts de l'université Batna-1, ont souligné que ce genre littéraire "nécessite que soient mis en lumière ses porte-drapeau et

ses pionniers et que soient dé-poussiérés et réhabilités leurs écrits", car ils sont, selon eux, "partie intégrante de la mémoire collective de la société".

L'importance de ce genre littéraire réside, selon les mêmes intervenants, dans le fait qu'il "résume des expériences vécues et des témoignages sur différentes époques historiques", ce qui appelle à une profonde réflexion autour de ce genre littéraire qui gagnerait à être étudié et analysé. Selon la responsable du colloque, le Dr. Ouennassa Samadi, cette manifestation

scientifique "vient présenter la littérature des mémoires en Algérie et le rôle de ce genre littéraire dans l'enregistrement et la documentation de l'histoire de l'Algérie et la présentation de ses pionniers les plus importants". Selon elle, le colloque vise également à identifier la relation entre les mémoires et les autres genres littéraires, ainsi qu'à souligner l'importance des mémoires dans l'étude de la réalité algérienne à travers l'histoire. Les participants à la rencontre, venus de nombreuses universités du pays ont

débatu, in situ et par visioconférence, de plusieurs axes, notamment "la problématique du genre littéraire des mémoires", "la mémoire et l'oubli dans la littérature mémorielle", "la Révolution algérienne dans la littérature des mémoires" et "l'écriture des mémoires au sein de l'Organisation des Oulémas musulmans algériens". Parmi les conférences animées au premier jour de ce colloque, figurent, notamment, "Littérature des mémoires franco-phones, l'exemple d'Assia Djebbar", par le Pr Malika Noui,

"La pensée de la résistance culturelle dans les mémoires d'Othman Saadi", par le Dr Achour Baroudi de l'université de Batna 1 et "Du récit de la reconnaissance de soi aux mémoires littéraires : une lecture du roman «Je suis devenue toi» d'Ahlam Mosteghanemi", par le Dr Louisa Djebbar de l'université de Tébessa. Le colloque a attiré, à son premier jour, de nombreux étudiants, en particulier de doctorants de l'université de Batna et de certaines wilayas voisines.

PALESTINE

L'ensemble des télécommunications à l'arrêt dans la bande de Ghaza (Compagnie palestinienne)

La compagnie palestinienne des télécommunications, Paltel, a annoncé lundi soir que "tous les services de télécommunications de la bande de Ghaza" étaient à l'arrêt, en raison "d'une coupure des principaux réseaux de fibre" par l'entité sioniste.

Les télécommunications ont déjà été coupées deux fois dans la bande de Ghaza, la première fois le 27 octobre lorsque l'entité sioniste avait lancé son agression dans le



nord du territoire palestinien occupé. La seconde, le 16 novembre, par manque de carburant pour alimenter les générateurs de la compagnie.

ETATS UNIS

L'hélicoptère martien de la NASA achève son 67^e survol sur Mars

L'hélicoptère martien de la NASA a achevé son 67^e survol de la surface de la planète rouge pendant le weekend, a rapporté lundi l'agence.

L'hélicoptère a atteint une altitude de 12 mètres et parcouru 393 mètres durant plus de deux minutes samedi, selon la NASA.

Cet hélicoptère, baptisé Ingenuity, est arrivé sur le cratère martien de Jezero le 18 février 2021, attaché au véhicule rover "Perseverance" de la

NASA. Cet hélicoptère constitue une démonstration technologique et un test de vol motorisé sur une planète autre que la Terre pour la première fois.

L'hélicoptère a été conçu pour voler jusqu'à 90 secondes, sur des distances pouvant atteindre 300 mètres en une traite, et avec une altitude par rapport au sol d'environ 3 à 4,5 mètres, selon la NASA.

CHINE

Lancement de deux nouveaux satellites par la fusée commerciale CERES-1 Y9



La Chine a lancé mardi à 7h33 (heure de Pékin) avec succès la 11^{ème} mission du lanceur de la série CERES-1 Y9 du Centre de lancement de satellites de Jiuquan, dans le nord-ouest de la Chine, envoyant deux nouveaux satellites sur leurs orbites prévues.

Développée par Galactic Energy, une société basée à Pékin, CERES-1 est une petite fusée porteuse à propergol solide capable d'envoyer des micro-satellites en orbite basse. La mission de lancement de mardi est la première de ce concepteur de fusées commerciales à envoyer avec succès des satellites sur l'orbite crépusculaire, un type spécial d'orbite héliosynchrone sur laquelle le satellite traverse l'équateur à environ 6h00 et 18h00.

L'un des satellites transportés par la fusée CERES-1 Y9 mardi se concentrera sur la détection de l'environnement météorologique, tandis que l'autre fournira des services d'application du satellite de perception globale en temps réel sur de vastes zones.

APS

PUBLICITÉ

PARA-JUDO (GRAND PRIX DE TOKYO-2023) L'Algérien Abdelkader Bouamer décroche l'argent

L'athlète algérien de Para-judo, Abdelkader Bouamer (classe J1), catégorie des moins de 60kg, s'est adjugé la médaille d'argent au Grand Prix de Tokyo au Japon (4-5 décembre), une des étapes qualificatives aux Jeux Paralympiques de Paris-2024, tandis que son compatriote Ishak Ouldkouider (classe J2) s'est classé en 7^e position chez les moins de 60 kg.

Bouamer a réalisé un remarquable parcours, remportant tous ses combats, avant de s'incliner en finale face à l'Uruguayen Borges Henry par ippon.

Au premier tour, Bouamer a battu Shukurov Sukhrob par Ippon, avant de rééditer le même geste contre le Portugais Vieira Miguel.

Qualifié aux quarts de finale, l'Algérien a dominé la Britannique Harris Darren avant d'enchaîner en demi-finale par une autre succès. Les deux médailles de bronze de la catégorie sont revenues, respectivement, à Parmar Kapil (Inde) et Kngsuk Vitoon (Thaïlande).

Dans la catégorie des moins de 60kg, classe J2, le médaillé de bronze du Grand Prix d'Alexandrie en mars dernier, Ishak Ouldkouider, s'est contenté de la 7^e place, après avoir perdu son second combat de repêchage contre Dzhumagolov Alikhan (Kirghizistan).

Exempté du 1^{er} tour, il a réussi à éliminer le Français Rubin Anatole, mais il n'a pas réussi

à franchir l'écueil de l'Uzbek Nurillaev Kemran, futur vainqueur de la finale du Grand Prix de Tokyo face à Shirinli Vugar (Azerbaïdjan).

Ouldkouider a bénéficié d'une autre chance pour jouer le podium, grâce aux repêchages. Après un succès face à l'Espagnol Gavlan Lorenzo (Ippon), le chemin du para-judo algérien s'est arrêté devant Dzhumagolov.

Deux autres athlètes algériens étaient en lice pour une bonne prestation. Il s'agit de Ishak Krochi (classe J1), catégorie des moins de 60kg et de Nabil Sinacer, classe J1, catégorie des moins de 73kg.

Le premier exempté du 1^{er} tour, s'est fait battre par le Français Almino Rodrigues (ippon), alors que le second n'a pas fait long feu en perdant au 1^{er} tour face au Sud-africain Lamani Ndyebo.

Le dernier algérien engagé au Grand Prix de Tokyo-2023, Abderrahmane Chetouan affronta, mardi, en 8^{es} de finale, le redoutable irakien Murthada Al-Sultani, et en cas de succès,



il en découdra en quart de finale, avec le Mongolien Dashtseren Ganbat. L'Algérie prend part avec cinq

judokas au Grand Prix de Tokyo au Japon (4-5 décembre), une des étapes de qualification des judokas aux Jeux

Paralympiques de Paris-2024. Le tournoi regroupe plus de 180 athlètes issus de 41 pays.

EQUITATION

Concours national de saut d'obstacles une et deux étoiles du 7 au 9 décembre à Oran

Un concours national de saut d'obstacles une et deux étoiles aura lieu du 7 au 9 décembre au centre hippique 'Etrier Oranais' d'Es Senia (Oran), a-t-on appris, mardi, auprès des organisateurs.

Cette manifestation hippique de trois jours, organisée par le club hippique Etrier Oranais en collaboration avec la FEA, devrait regrouper plus de 200 cavaliers et cavalières d'une vingtaine de clubs du pays dans les catégories cadets, juniors et seniors de 1^{er} et 2^e degrés, précisent les organisateurs.

Le programme de cette compétition comprend 14 épreuves pour les différentes catégories,

dont le grand prix de une et deux étoiles pour les seniors de 1^{er} et 2^e degrés sur des obstacles de 1,25 mètre et 1,30 mètre et les grands prix cadets sur des obstacles 1,15 et juniors de 1,20 mètre.

Ce rendez-vous sportif national constituera une opportunité pour les cavaliers et cavalières des différentes catégories d'améliorer leurs performances et de tester leurs montures, à quelques jours de la phase finale du championnat d'Algérie de saut d'obstacles cadets, juniors et seniors, prévue du 21 au 23 décembre au niveau du centre hippique de l'Etrier oranais.

VOLLEY-BALL (NATIONALE 1-MESSIEURS) WA TLEMCCEN La barre toujours placée haut

Le WA Tlemcen, détenteur de la coupe d'Algérie de volley-ball (messieurs), aborde la nouvelle saison avec les mêmes ambitions, à savoir "jouer les premiers rôles en championnat de Nationale 1 (A), à Indjé, mardi, le président de ce club.

"Nous avons les mêmes ambitions de la saison passée, on nous venons d'enregistrer le départ de trois joueurs cadres", a déclaré à l'APS, Hakim Bouabdellah.

"Ces départs semblent déjà difficiles à surmonter, comme l'atteste la première défaite des Zianides, dès la deuxième

journee du championnat, jouée le week-end passé à Bldja face à l'ASV Bldja (3-2).

"C'est un match que nous ne devions pas perdre, surtout au regard de sa physionomie, mais je dois reconnaître que l'équipe chers ne encore ses automatismes, car il n'est pas facile de perdre trois éléments clés à la fois", a-t-il ajouté.

Le "Widad", qui a remporté son premier rendez-vous du championnat à domicile contre l'VO Kseur (3-0), n'est pas pour autant affecté par son premier revers, comme a tenu à l'assurer son entraîneur Brahim Sebahli.

"Je dois dire que le départ de trois de nos joueurs a déstabilisé le groupe. Notre effectif est jeune, on a recruté deux joueurs africains : un Nigérien

et un Malien. On a encore besoin de temps pour que la machine soit bien huilée", a-t-il dit.

Revenant sur cette première défaite des siens, il a estimé que le match était très serré, et que ses jeunes protégés ont montré de belles choses, en dépit du manque d'expérience de la plupart d'entre eux.

Et de conclure : "Nous n'avons pas cru en nos capacités et c'est là que réside notre problème. Il est vrai que nous étions bien revenus dans les deuxième et quatrième sets, mais je dirais que nous sommes passés à côté. Une chose est sûre : nous n'allons pas baisser les bras, mais continuer à beaucoup travailler pour nous améliorer en vue des prochains matchs".

HANDBALL - MONDIAL-2023 FEMMES Première pour le Cameroun

Le Cameroun a passé pour la première fois le premier tour du Mondial de hand après trois échecs, grâce à son succès contre le Paraguay (26-23) lundi à Helsingborg (Suède). Paola Ebanga a inscrit neuf buts, dont celui scellant la victoire. Le Monténégro a lui fini en tête de ce groupe B après avoir battu la Hongrie (24-18).

La France a elle terminée première du groupe D après son succès contre la Slovaquie (31-27) à Stavanger (Norvège), alors que l'Angola en a pris le dernier billet, devançant l'Islande à la différence de buts (-7 contre -15)

après que les deux équipes ont fait match nul (26-26). Les Néerlandaises abordent aussi avec le maximum de points (4) le tour principal après avoir battu la République tchèque (33-20) dans le groupe H disputé à Frederikshavn (Danemark). L'Argentine a elle décroché l'ultime ticket de cette poule en s'imposant contre le Congo (31-26).

Enfin l'Allemagne, après avoir éliminé (33-17) la Pologne à Herning (Danemark), a elle terminé en tête du groupe F dont le Japon a pris le dernier billet (42-10 contre l'Iran).

APS

Les résultats de lundi

Groupe B (à Helsingborg/SWE)

Monténégro - Hongrie 24 - 18
Cameroun - Paraguay 26 - 23

Classement	Pts	J	G	N	P	bp	bc	dif
1. Monténégro	6	3	3	0	0	90	55	35
QUALIFIE								
2. Hongrie	4	3	2	0	1	9	56	36
QUALIFIE								
3. Cameroun	2	3	1	0	2	57	87	-30
QUALIFIE								
4. Paraguay	0	3	0	0	3	61	102	-41

Groupe D (à Stavanger/NOR)

France - Slovaquie 31 - 27
Angola - Islande 26 - 26

Classement	Pts	J	G	N	P	bp	bc	dif
1. France	6	3	3	0	0	92	78	14
2. Slovaquie	4	3	2	0	1	87	79	8
3. Angola	3	0	1	2	79	86	-7	
4. Islande	1	3	0	1	2	72	87	-15

CAN-2024 FÉMININE (QUALIF'S - 2E ET DERNIER TOUR-RETOUR) BURUNDI-ALGÉRIE 0-1

Les "Vertes" terminent le travail et retrouvent le gotha continental

La sélection algérienne féminine (A) de football, forte de son large succès décroché en match aller (5-1), signe son retour à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024 pour la première fois depuis 2018, en infligeant au Burundi une seconde défaite (1-0), lundi soir au stade olympique du 5-juillet, pour le compte du 2e et dernier tour (retour).

Comme il fallait s'y attendre, les "Vertes" ont entamé la partie avec des intentions offensives, en assiégeant le camp adverse, ce qui leur a permis de s'offrir la première action dangereuse, sur un tir de Marine Alfreda Dafeur qui a touché la transversale (4e).

De leur côté, les Burundaises ont mis en place un bloc haut dans l'objectif d'annihiler les tentatives algériennes, ces dernières n'ont pas trouvé de difficultés tout de même à développer leur jeu en faisant circuler la balle aisément.

Le pressing algérien a fini par payer.

La buteuse maison Ines Bentaleb, auteur d'un triplé jeudi lors de la première manche, a conclu une belle action collective (17e), suite à un mauvais dégauchement de la défense adverse.

Au moment où tout le monde croyait que les Algériennes allaient dérouter, le Burundi a résisté derrière, en terminant la première avec un retard d'un seul but.

A noter la blessure de la milieu de terrain Amira Ould Braham, remplacé à la 25e minute par la sociétaire du FC Nantes (France) Sylia Kouli.

Le sélectionneur national Farid Bensititi a apporté deux changements par rapport au onze aligné jeudi, avec la titularisation de la gardienne de but Chloé Yamina N'gazi et l'attaquante Rahima Benaïchouche, en remplacement respectivement d'Amel Salah et Naïma Bouhani.

Les "Vertes" baissent du rythme mais assurent

En seconde période, les Algériennes, contrairement à la première manche, ont pêché par un manque de lu-



cidité devant les buts, ce qui a donné l'espoir au Burundi de croire en ses chances de refaire son retard.

Les joueuses du sélectionneur Alain Olivier Niyunkeko se sont procurées leur seule et unique action du match, grâce à Sandrine Niyonkuru, dont le tir en surface de réparation a été intercepté par Chloé Yamina N'gazi (60e).

Le rythme a nettement baissé en cette deuxième période côté algérien.

Les joueuses ont géré leur petit avantage jusqu'au sifflet final de l'arbitre malgache Rosa Hanjavola.

Avec ce succès, l'Algérie valide officiellement son billet pour la 15e édition de la CAN féminine.

Les "Vertes" mettent ainsi fin à six années de disette, puisque leur dernière participation remonte à l'édition 2018 disputée au Ghana, marquée par une élimination dès le premier tour de la compétition. L'Algérie comptait auparavant quatre

participations au tournoi continental (2004, 2006, 2010, et 2014). Un peu plus tôt dans la journée, l'Afrique du Sud, tenante du titre, s'est qualifiée en battant à domicile le Burkina Faso (2-0). Lors du match aller, les deux équipes se sont neutralisées (1-1). Les autres qualifiés seront connus au terme des neuf autres matchs prévus mardi. Au total, 42 nations se sont présentées au starting-

block des qualifications de la CAN-2024. L'Afrique du Sud, championne en titre, la Zambie, vice-championne, ont été exemptées du premier tour. Le tournoi final se jouera au Maroc. Les 20 équipes qualifiées du premier tour ainsi que les 2 équipes exemptées ont pris part à ce deuxième et dernier tour. Les 11 équipes gagnantes se qualifieront pour le tournoi final.

CAN 2023

Organisation d'un atelier sur le contrôle antidopage à Johannesburg (CAF)

La Confédération africaine de football (CAF) organisera un atelier sur le contrôle antidopage les 5 et 6 décembre à Johannesburg, en Afrique du Sud, à moins de 40 jours du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2023, a indiqué l'instance.

Alors que les préparatifs de la compétition phare de la CAF, la CAN, Côte d'Ivoire 2023, battent leur plein, la CAF travaille sans relâche pour que ce tournoi soit une réussite dans tous les domaines, souligne la même source.

Du 5 au 6 décembre, des praticiens venus de toute l'Afrique, vont se réunir afin de disséquer et de décortiquer les derniers développements autour de la lutte contre le dopage et aborderont d'autres questions médicales.

Au total, 41 médecins désignés par la CAF participeront à ce séminaire qui sera supervisé par d'expérimentés praticiens et des agents antidopage de la CAF et de la FIFA.

Raul Chipenda, le directeur de la division du développement de la CAF, a déclaré que cet atelier fait partie des programmes initiés par la CAF afin de s'assurer que ces agents soient mis au courant des derniers faits majeurs dans le domaine médical.

"La lutte contre le dopage doit être bien comprise.

Une méconnaissance de ce domaine peut conduire à des incidents malheureux qui auront un impact direct sur nos footballeurs et sur le football en Afrique.

Il est donc important que nous ayons de telles réunions où nos médecins sont informés des dernières avancées et des mesures prises en matière de lutte contre le dopage", a déclaré Chipenda au site officiel de la CAF.

Le rôle d'un officier de contrôle antidopage de la CAF, l'introduction du nouveau système de contrôle antidopage, les méthodes de contrôle ainsi que les substances interdites et l'abus de suppléments, seront également abordés lors de cet atelier, informe la CAF.

Pour rappel, la prochaine Coupe d'Afrique des Nations se déroulera du 13 janvier au 11 février 2024 dans cinq villes ivoiriennes avec la participation de 24 pays dont l'Algérie.

2e et dernier tour-retour Burundi - Algérie (0-1) : Déclarations

Déclarations recueillies par l'APS à l'issue de la victoire de la sélection algérienne féminine de football devant son homologue burundaise (1-0, mi-temps: 1-0) en match retour du 2e et dernier tour des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2024, disputé lundi soir au stade du 5 juillet (Alger).

● **Farid Bensititi (sélectionneur de l'Algérie)** : "Pour moi le plus important, c'est le retour de la sélection algérienne féminine en phase finale de la Coupe d'Afrique après six ans d'absence.

La phase de qualification a été compliquée à gérer avec des matchs coupe-retour, mais nos joueuses ont bien géré en réussissant notamment les matchs aller.

Maintenant il faut penser au tournoi final, j'espère que nous allons programmer plusieurs matchs amicaux, qui vont nous permettre de préparer notre équipe à enchaîner les matchs lors de la phase de poules de la CAN 2024.

Le troisième volet concerne l'intégration de jeunes joueuses pour apporter de la fraîcheur et préparer l'après CAN 2024.

Pour notre participation à la CAN 2024, nous aborderons le tournoi avec l'objectif d'aller au bout avec un esprit de gagnant".

● **Lina Boussaha (milieu offensive de l'Algérie)** : "Je suis fière de notre qualification pour la CAN, ça n'a pas été facile aujourd'hui face à une bonne équipe du Burundi.

Sachant que l'Algérie ne s'est pas hissée en phase finale de la CAN depuis 2018, cette qualification est une belle étape de progression.

Nous avons quelques mois pour bien nous préparer à cette compétition prévue l'été prochain.

Nous avons un très bon coach entouré par un staff technique de talent, qui vont nous faire progresser pour réaliser une belle CAN".

● **Ghaouthia Habiba Karchouni (attaquante de l'Algérie)** : "Je suis très contente d'avoir rejoint la sélection nationale et d'avoir décroché cette qualification à la CAN 2024.

Le coach Bensititi avec qui j'ai déjà travaillé à Paris m'a beaucoup aidé dans mon intégration. Maintenant, il faut continuer à travailler et progresser tactiquement afin de réaliser un beau parcours à la CAN".

● **Alain Olivier Niyunkeko (sélectionneur du Burundi)** : "Je pense que nous avons raté le match aller en encaissant cinq buts, ce qui a scellé notre élimination.

Il y a beaucoup de facteurs qui ont joué en notre défaveur, dont le long voyage.

Nos félicitations à l'équipe algérienne pour sa qualification méritée à la CAN 2024.

Nous avons une jeune équipe avec une grande marge de progression et nous allons continuer à travailler pour faire mieux lors des prochaines compétitions".

● **Peace Olga Niyomwungere (capitaine du Burundi)** : "Je pense que nous avons fait un meilleur match aujourd'hui même si nous n'avons pas réussi à marquer.

Nous sommes tombées sur une très forte équipe algérienne, que je félicite au passage pour sa qualification à la CAN 2024".

Les résultats partiels

Résultats partiels des rencontres du 2e et dernier tour (retour) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations féminines de football CAN 2024, disputées lundi, et se poursuivront mardi (heure algérienne) :

Lundi, 4 décembre :	Aller	Retour
(+) Afrique du Sud- Burkina Faso	1-1	2-0
Burundi - (+) Algérie	1-5	0-1

Mardi, 5 décembre :	Aller	Retour
Namibie - Ghana	1-3	14h00
RD Congo - Guinée équatoriale	1-1	15h30
Congo - Tunisie	2-5	15h30
Botswana - Kenya	1-1	17h00
Egypte - Sénégal	0-4	17h00
Zambie - Angola	6-0	17h00
Mali - Guinée	7-2	17h00
Togo - Tanzanie	0-3	17h00
Cap-Vert - Nigeria	0-5	18h00

NB : les équipes précédées par (+) sont qualifiées pour la phase finale de la CAN-2024 prévue au Maroc.

LIGUE 1 MOBILIS Les présidents de l'US Biskra et l'US Souf sanctionnés (LFP)

Le président de l'US Biskra Tria Abdelkader est condamné à deux ans de suspension dont un an avec sursis pour "violation de l'obligation de réserve" et "outrage et atteinte à l'honneur et à la considération de la FAF", a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP).

Tria est frappé d'une interdiction du terrain et de vestiaire et d'exercer toute fonction et/ou activité en relation avec le football durant la durée de cette sanction, précise la même source. Il devra en outre s'acquitter d'une amende de 100.000 DA.

D'autre part, le président de l'US Souf Sakhrî Youcef a écopé de six mois de suspension fermes plus 80.000 DA d'amende (interdiction du terrain et de vestiaire) pour "mauvais comportement et menace envers un officiel", selon la commission de discipline de la LFP, réunie lundi 4 décembre pour traiter les affaires des rencontres de la 8^e journée de Ligue 1 Mobilis.

Le premier responsable de l'US Souf est également condamné à payer une amende de 80.000 DA.

Le leader de Ligue 1 Mobilis, le MC Alger, a écopé d'une mise en garde et deux amendes : 100.000 DA pour "Utilisation et jets de fumigènes sur le terrain". (1^{ère} infraction), et 100.000 pour "présence des personnes non autorisées autour de l'aire de jeu".

L'ES Sétif est sanctionnée pour sa part d'une mise en garde plus 100.000 DA pour "Utilisation et jets de fumigènes sur le terrain". (1^{ère} infraction).

Le MC Oran a été condamné à payer une amende de 60.000 DA pour "Utilisation de fumigènes dans les tribunes" (récidive).

Le CS Constantine, l'ASO Chlef, la JS Saoura et la JS Kabylie devront s'acquitter de 30.000 DA d'amende chacun pour "Utilisation de fumigènes dans les tribunes".

CAF AWARDS 2023 Le but de Bousseliou (USMA) face à l'AS FAR nommé pour le but de l'année

Le but de l'attaquant de l'USM Alger Khaled Bousseliou, inscrit en quarts de finale (retour) de la Coupe de la Confédération africaine de football, le 30 avril dernier en déplacement face à l'AS FAR (3-2), est nommé pour le but de l'année dans le cadre des trophées des CAF Awards, selon la liste dévoilée lundi par la Confédération africaine (CAF).

"La liste comprend 12 buts incroyables inscrits dans diverses compétitions de la CAF au cours de l'année.

Les fans de football décideront du gagnant par vote.

Le scrutin s'ouvre aujourd'hui via le site de la CAF et se clôture le 8 décembre 2023", précise l'instance continentale dans un communiqué publié sur son site officiel.

Transféré du CR Belouizdad à l'USM Alger en 2022, Bousseliou (26 ans) s'est illustré en terminant meilleur buteur de son équipe dans cette compétition africaine avec quatre buts, contribuant au trophée remporté par le club algérois pour la première fois de son histoire.

"Un panel d'experts a sélectionné 12 buts étonnants issus des différentes compétitions de la



CAF pour être votés par le public sportif.

Le vote du public représente 70% du processus, ce qui rend le prix spécial par rapport aux autres catégories.

Les 30% restants sont décidés par les experts techniques de la CAF", explique la même source.

Et d'enchaîner : "Le gagnant sera dévoilé lors du Gala des Prix de la CAF, le lundi 11 décembre 2023, au Palais des Congrès à

Marrakech." Le 17 novembre, la CAF a dévoilé les finalistes des autres catégories masculines des CAF Awards 2023.

Dix joueurs restent en lice pour le titre très convoité de 'Joueur de l'Année', parmi lesquels l'ailier international algérien d'Al-Ahly (Arabie saoudite) Riyad Mahrez.

Concernant le Joueur interclubs de l'année 2023, dix (10) prétendants sont en course dont les

deux Algériens de l'USMA Ayman Mahious et Zinedine Belaïd.

Pour l'entraîneur de l'année, l'Algérien Abdelhak Benchikha est parmi les cinq nommés.

L'ancien coach de l'USM Alger (actuellement sur le banc de Simba SC, NDLR) a conduit les "Rouge et Noir" au doublé Coupe de la Confédération et la Supercoupe de la CAF.

LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE (GR:D- 3E J) Le CR Belouizdad s'envole pour l'Egypte

Le CR Belouizdad, unique représentant algérien en Ligue des champions africaine de football, s'est envolé mardi matin à destination d'Alexandrie (Egypte), en prévision de son match contre Al-Ahly, prévu le vendredi 8 décembre, au stade Bordj Al Arab, pour le compte de la troisième journée de la phase de poules (Groupe D).

"Nous ne sommes qu'à mi-chemin dans cette phase de poules et pour l'heure, les jeux ne sont pas encore faits.

Tous les pensionnaires de notre groupe peuvent encore se qualifier, et c'est ce que nous espérons à travers la réussite d'un bon résultat à Alexandrie" a déclaré l'entraîneur brésilien du Chabab, Marcos Paqueta juste avant le départ. "Certes, nous déplorons l'absence de certains joueurs clés et la fatigue due à notre long déplacement au Ghana, mais cela ne change en rien notre détermination à réus-



sir un bon résultat en Egypte" a-t-il assuré.

Paqueta considère en effet que les joueurs dont il dispose "ont bien préparé ce match" et qu'ils sont "déterminés à relever défi", surtout qu'il s'agit d'un match à six points, contre un concurrent direct pour l'une des deux premières places du groupe et qui seront qualificatives en quarts de finale.

Pour ce match, le Brésilien a convoqué les gardiens M'Bohli, Guendouz et Maâchou, ainsi que

les défenseurs Haddad, Boudrama, Bekkouche, Benayada, Bouguerra et Belkhitheer.

Paqueta a également pris dans le groupe les milieux de terrain Selmi, Samaké, Guedouira, Benguit, Bouras et Bouissouf, ainsi que les attaquants Zerrouki, Jallow, Meziane, Darfalou, Belkheir et Wamba.

Le match Al-Ahly SC - CR Belouizdad était initialement prévu dans le grand stade international du Caire avant d'être délocalisé à Alexandrie, car la première en-

ceinte a été fermée pour cause de travaux.

Large vainqueur à domicile lors de la première journée face aux Tanzaniens des Young Africans (3-0), le CRB s'est incliné vendredi dernier en déplacement chez les Ghanéens du SC Medeama (2-1).

De son côté, Al-Ahly, qui a débuté cette phase de poules en battant le SC Medeama (3-0), a fait match nul samedi à Dar Es-Salaam face aux Young Africans (1-1).

Ce sont donc les Egyptiens qui occupent actuellement le fauteuil de leader, avec 4 points, devant le CRB et Medeama qui comptent 3 points chacun, alors que les Young Africans ferment la marche, avec une seule unité au compteur.

A la fin de la phase de poules, les deux premiers de chacun des quatre groupes se qualifieront pour les quarts de finale.

Voici par ailleurs la liste des nommés pour le but de l'année :

- 1- Alex Ngonga (RD Congo, TP Mazembe) - TP Mazembe vs AS Real
- 2- Dango Ouattara (Burkina Faso, Bournemouth) - Burkina Faso vs Eswatini
- 3- Jennifer Owusuaa (Ghana, Ampem Darko) - Ampem Darko vs Sporting Club Casablanca
- 4- Khaled Bousseliou (Algérie, USM Alger) - AS FAR vs USM Alger
- 5- Mahmoud Abdelmelem 'Kahraba' (Egypte, Al Ahly) - Al-Ahly vs Al Hilal
- 6- Mahmoud Saber (Egypte, Pyramids/Zed FC) - Egypte vs Maroc
- 7- Mohamed Dhaoui (Tunisie, Al-Ahly) - Tunisie vs Zambie
- 8- Nadege Nguessan Koffi (Côte d'Ivoire, Sporting Club Casablanca) - Atletico FC vs Sporting Club Casablanca
- 9- Patient Mwamba (RD Congo, TP Mazembe) - TP Mazembe vs AS Real
- 10- Saul Coco (Guinée équatoriale, Las Palmas) - Guinée équatoriale vs Botswana
- 11- Teboho Mokoena (Afrique du Sud, Mamelodi Sundowns) - Mamelodi Sundowns vs Al-Ahly SC
- 12- Refilwe Tebogo Tholekele (Botswana, Mamelodi Sundowns) - Mamelodi Sundowns vs Sporting Club Casablanca.

LIGUE 1 MOBILIS - MC ORAN Confiance renouvelée à l'entraîneur Madoui (club)



La direction du MC Oran a réitéré sa confiance en l'entraîneur Kheireddine Madoui après les débuts difficiles de son équipe en championnat de Ligue 1 de football, a-t-on appris, mardi, auprès du club.

Selon la même source, les dirigeants de la formation phare de la capitale de l'Ouest "accordent des circonstances atténuantes" à Madoui, d'autant plus que ce dernier a hérité d'un effectif "limité", conjugué au retard accusé dans la qualification des nouvelles recrues, au nombre de huit.

Cette décision intervient quelques jours après la première défaite concédée à domicile par les protégés de Madoui face à la JS Kabylie (3-1), samedi dernier, pour le compte de la huitième journée du championnat. Auparavant, le club était resté sur une victoire, la

seule depuis le début de cet exercice, contre trois nuls et deux défaites. Un parcours mitigé pendant lequel le MCO a obtenu six points, lui valant une peu reluisante 14^e place (1^{er} potentiel non-relégable), mais avec un match au moins. A présent, la direction du club, passé depuis septembre dernier sous le giron de la compagnie Hyproc (filiale de Sonatrach) œuvre à qualifier ses nouvelles recrues "dans les meilleurs délais possibles", affirme-t-on de même source. Cela passe par le règlement du dossier des dettes envers d'anciens joueurs et entraîneurs au nombre de 77, précise-t-on de même source, assurant que cette affaire qui a engendré une double interdiction de recrutement de la part de la Fédération algérienne et la Fédération internationale de football "est en voie d'être réglée".

ARSENAL : ARTETA RETIENT RAMSDALE

Rétrogradé au rang de numéro 2 dans la hiérarchie des gardiens, derrière David Raya, Aaron Ramsdale (25 ans, 5 matchs en Premier League cette saison) pourrait songer à quitter Arsenal pour retrouver du temps de jeu. Mais son entraîneur Mikel Arteta ferme la porte à un départ.

"Je veux garder Aaron. Je suis très heureux d'avoir deux très bons gardiens, Aaron reste avec nous. Il est prêt à jouer. Comme tous les joueurs, il veut jouer pour Arsenal", a déclaré le manager des Gunners.

BAYERN DAVIES, TUCHEL PRÉVIENT LE REAL

Comme son président Herbert Hainer et l'ensemble du Bayern Munich, l'entraîneur Thomas Tuchel semble prêt à tout pour retenir le latéral gauche Alphonso (23 ans, 11 matchs en Bundesliga cette saison) Davies. En ce sens, l'Allemand a d'ailleurs envoyé un message clair au Real Madrid, courtisan de longue date du Canadien, et à d'éventuels autres prétendants concernant un joueur sous contrat en Bavière jusqu'en juin 2025. "C'est notre joueur et un titulaire indiscutable. J'ai toute confiance dans le fait que le club va poser les bases pour que tout se passe bien. Il est conscient à 100% de la valeur que nous lui accordons. C'est encore un très jeune joueur, il est au bon endroit. Il est clair que si le Bayern passe à l'attaque, il y réfléchira", a prévenu l'ancien coach du Paris Saint-Germain en conférence de presse. Comme prévu, le Bayern va lancer une offensive pour prolonger Davies.

MAN UTD VARANE S'ACCROCHE

Resté sur le banc lors des trois derniers matchs toutes compétitions confondues, le défenseur central Raphaël Varane (30 ans, 8 matchs et 1 but en Premier League cette saison) a totalement perdu les faveurs d'Erik ten Hag. Le manager de Manchester United lui préfère Harry Maguire, Victor Lindelöf, Jonny Evans et même le polyvalent Luke Shaw. Autant dire que le Néerlandais ne le retiendra pas cet hiver. Mais d'après le Manchester Evening News, le Français n'a pas l'intention de partir en janvier. L'ancien joueur du Real Madrid envisagera seulement un départ si ses dirigeants lui montrent la sortie. Compte tenu de sa situation, l'hypothèse n'est pas à exclure.



NEWCASTLE LA PISTE DE GEA

Libre depuis son départ de Manchester United cet été, David de Gea (33 ans) pourrait enfin rebondir. Le Daily Mail affirme que le gardien espagnol fait partie des pistes étudiées par Newcastle. Pour rappel, les Magpies ont perdu leur portier titulaire Nick Pope, touché à l'épaule contre les Red Devils (1-0) samedi, et annoncé indisponible pour 4 à 5 mois. Peut-être une belle opportunité pour l'ancien Mancunien.

REAL BELLINGHAM REMERCIE ANCELOTTI

Impressionnant pour ses débuts avec le Real Madrid, Jude Bellingham (20 ans, 13 matchs et 11 buts en Liga cette saison) ne doit pas seulement sa réussite à son talent. Le milieu offensif souligne le travail réalisé, ainsi que le rôle de son entraîneur Carlo Ancelotti. "J'ai fait beaucoup d'efforts et mis beaucoup d'engagement pour m'améliorer grâce au travail, a confié le Golden Boy 2023 à Tuttosport. Mais le mérite revient au coach Ancelotti qui a trouvé la bonne position pour moi, et qui m'a donné plus de liberté sur le terrain. Maintenant je vole sur le terrain grâce à lui." Placé derrière deux attaquants, l'international anglais se régale à la Maison Blanche.

LEVERKUSEN WIRTZ PARTI POUR RESTER EN 2024 ?

Auteur d'un début de saison époustouflant, le milieu offensif du Bayer Leverkusen, Florian Wirtz (20 ans, 19 matchs et 6 buts toutes compétitions cette saison), éveille les intérêts de nombreux cadors européens. Du Bayern Munich au FC Barcelone, en passant par le Real Madrid, le Paris Saint-Germain ou des cadors anglais, tout le monde s'intéresse au phénomène allemand en vue d'un transfert en 2024. Quid du joueur ? Au risque de surprendre, le natif de Pulheim prévoirait lui de rester dans son club actuel. Tout en s'appuyant sur les propos de son entourage, le média Sky Sports Allemagne annonce que Wirtz ne souhaite pas brûler les étapes et compte bien parfaire sa progression avec le Bayer qui, leader de la Bundesliga sous l'impulsion de Xabi Alonso, régale depuis le début de la saison. "Pour l'instant, tout est fait pour que Florian continue à jouer à Leverkusen la saison prochaine", détaille notamment le père et agent de Wirtz. Sous contrat jusqu'en juin 2027, Wirtz, qui dispose déjà d'une valeur estimée à 100 millions d'euros selon le CIES, pourrait encore voir sa cote grimper à l'occasion de l'Euro en Allemagne en juin prochain. Une compétition durant laquelle il sera attendu comme l'un des leaders techniques de la Mannschaft.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Gérant Mourad Cherbal

Directeur de publication Smaïl Oulebsir

Directeur de la rédaction Smaïl Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97 » FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE Tebboune reçoit le président de l'APN

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, indique un communiqué de la Présidence de la République.



COLLECTIVITÉS LOCALES

Le président de la République opère un vaste mouvement dans le corps des Chefs de daïra

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a opéré, lundi, sur proposition du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, un vaste mouvement dans le corps des Chefs de daïra dans les wilayas, indique un communiqué du ministère.

Sur proposition de Monsieur le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a opéré, lundi 20 Joumada El Oula 1445 de l'hégire, correspondant au 4 décembre 2023, un vaste mouvement dans le corps des Chefs de daïra dans les wilayas.

Ce mouvement concerne: - La mutation de 201 Chefs de daïra.

- La Promotion de 56 cadres pour occuper le poste de Chef de daïra, dont 8 cadres femmes.

- Fin de fonction pour 23 Chefs de daïra. Cette mesure vise à insuffler une nouvelle

dynamique à la gestion des affaires locales, à travers la promotion du rôle des Chefs de daïra dans le suivi, l'animation et la coordination du travail des communes et des différents services techniques de l'Etat au niveau du territoire de la daïra, de manière à concourir à la concrétisation effective et en temps réel des décisions des pouvoirs publics, conformément aux orientations du président de la République", lit-on dans le communiqué.

UNIVERSITÉ- ENTREPRISE Signature d'une convention entre l'USTHB et l'UNEP

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) a signé, lundi à Alger, une convention-cadre avec l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) visant à développer la coopération entre l'université et les entreprises économiques.

La convention a été cosignée par le recteur de l'université, Djamel Eddine Akretche et la Secrétaire générale de l'UNEP, Souad Boudjemaa. A cet occasion, M. Akretch a souligné l'importance de cette convention qui "favorisera le contact direct et durable entre l'université et les entrepreneurs, notamment à la lumière de l'orientation de l'université vers la création d'une formation spécialisée dans plusieurs domaines".

A cet égard, le recteur de l'université a affirmé que "la convention s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'université qui ne se limite plus seulement à l'enseignement théorique et à la délivrance de diplômes, mais vise plutôt à s'ouvrir à l'environnement économique en formant des cadres et des compétences qui répondent aux besoins des entreprises économiques".

Cet accord fournira aux étudiants davantage d'opportunités d'emploi dans ces entreprises après leur graduation, a-t-il estimé, annonçant le lancement de formations spécialisées, notamment un master professionnel avec des programmes adaptés aux exigences du marché économique. En sus de la coopération pédagogique entre les deux parties en matière d'élaboration de programmes en fonction des besoins des entreprises économiques, le recteur de l'Université a annoncé la constitution d'équipes conjointes entre l'Université et les diverses entreprises relevant de l'Union en vue de développer des centres de recherche et de coopération pour concrétiser des projets innovants. Selon lui, toutes les institutions affiliées à l'Union peuvent conclure des accords bilatéraux spécialisés avec chaque faculté et laboratoire de l'Université de Bab Ezzouar. Il a également souligné que cette convention permettra à ces entreprises de contribuer au développement de l'ensemble des services disponibles à l'Université, tels que le centre d'incubation des startups et le centre de développement de l'entrepreneuriat, ainsi que le financement et l'accompagnement des projets et leur développement dans les usines, à même de contribuer au développement économique, considérant que l'Université est la locomotive de la croissance et du développement économique. Pour sa part, Mme Boudjemaa a réaffirmé l'importance de cette convention qui permettra aux étudiants de collaborer avec les entreprises, de développer leurs compétences et expériences, notant que cette collaboration sera un stimulateur pour les jeunes aspirant à s'engager dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Elle a également salué le rôle des expériences universitaires dans la modernisation des entreprises. Elle a fait observer que cette convention n'est qu'une première étape et que de telles conventions seront généralisées au niveau de toutes les universités et centres de formation à travers le pays, relevant que ce travail se poursuivra en vue de bénéficier mutuellement des anciennes expériences et des nouvelles compétences pour parvenir à la synergie et l'intégration. Pour sa part, le directeur général du groupe d'infrastructure de travaux publics maritimes (GITRAMA), Mahdi Kadeche a souligné l'importance de la relation d'intégration entre l'université et les établissements économiques et le rôle de l'entreprise comme partenaire dans la valorisation des projets innovants et des efforts de recherche scientifique, leur fabrication et leur promotion.

A cet égard, il a passé en revue l'expérience du groupe avec la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, relevant que les deux parties ont développé un système innovant pour sécuriser le barrage Chorfa II dans la wilaya de Mascara. "Ce projet a fait l'objet d'essai et de développement, donnant des résultats très satisfaisants. Il est actuellement en cours de réalisation avec un taux de 35 % au niveau du barrage", a expliqué le responsable ajoutant que "le parachèvement du projet permettra d'approvisionner cette région agricole en ressources à travers la retenue d'une plus grande quantité de pluie et contribuera en même temps à protéger le barrage de l'effondrement".

ALGÉRIE - RUSSIE

Le Président russe: "Nous apprécions le processus équilibré de la politique étrangère des dirigeants algériens" (agence)

Le président russe Vladimir Poutine a affirmé lundi que son pays appréciait le processus équilibré de la politique étrangère de l'Algérie, soulignant que la coopération bilatérale entre les deux pays se développait à bon rythme et que Moscou compte renforcer la coordination avec l'Algérie concernant les questions d'actualité sur les

scènes internationale et régionale. Dans des déclarations rapportées par l'agence de presse russe "Novosti", lors de la cérémonie de remise des lettres de créance par de nouveaux ambassadeurs, dont l'ambassadeur d'Algérie à Moscou, le président Poutine a indiqué que "les relations humaines entre les deux pays continuent de s'élargir".

"Nous apprécions, a-t-il dit, le processus équilibré de la politique étrangère des dirigeants algériens, d'autant que l'Algérie occupera un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2024-2025".

"Nous renforcerons, naturellement, la coordination avec nos partenaires algériens concer-

nant les questions d'actualité sur les scènes internationale et régionale", a-t-il ajo uté.

Au volet économique, Poutine a indiqué que "la coopération commerciale et économique russo-algérienne se développait à bon rythme, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays ayant dépassé les deux (02) mds USD".

EXPLOITATIONS AGRICOLES AU SUD

Plusieurs facilitations pour assurer l'électricité et l'eau afin de développer les cultures stratégiques

Le Gouvernement a accordé ces dernières années de nombreuses facilitations pour le raccordement des exploitations agricoles, notamment au sud, au réseau d'électricité et à fournir l'eau d'irrigation, afin de développer les cultures stratégiques et réaliser la sécurité alimentaire, a-t-on affirmé, lundi à Adrar, lors d'une rencontre nationale sur l'investissement agricole dans les wilayas du sud.

Intervenant lors de cette rencontre, organisée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural en collaboration avec la wilaya d'Adrar, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé que l'électrification des exploitations agricoles était une des priorités du Gouvernement.

Cela passe, explique M. Arkab, par les nombreuses facilitations accordées par le biais de Sonelgaz pour accélérer les opérations de raccordement à travers l'élaboration gratuite des études, le lancement des travaux de raccordement directement après l'approbation des services agricoles, ainsi que le paiement des coûts de raccordement en plusieurs tranches sur des années. Le ministre a fait savoir que le dernier bilan fait état du raccordement de 42.000 exploitations agricoles, relevant que le travail se poursuivra pour raccorder le reste des exploitations, notamment au sud. S'agissant de

l'approvisionnement du marché national en engrais, le ministre a relevé que Sonatrach avait couvert l'année en cours la grande partie de la demande par la production nationale, laquelle a soutenu le marché national avec plus de 320.000 tonnes d'urée et de tous types d'engrais azotiques, à travers la signature de plus de 120 contrats pour approvisionner les opérateurs privés par la société Asmdal.

M. Arkab a fait savoir que Sonatrach contribuait au programme de développement agricole lancé par l'Etat, notamment dans le sud, via sa filiale Agroalimentaire activité "AAA" spécialisée dans le secteur agroalimentaire, à travers le développement de partenariats stratégiques dans le domaine de l'agroalimentaire, industriels et technologiques, ainsi que la contribution à la création d'opportunités d'investissement au niveau des chaînes de valeur dans le domaine agricole.

La société "AAA" œuvre à créer un pôle agricole spécialisé dans un périmètre agricole à Gassi Touil dans la wilaya d'Ouargla.

Il s'agit d'un projet de production de blé dur destiné à la production de semences sur une superficie de 160 hectares, a expliqué M. Arkab, relevant que ce projet s'inscrit dans le cadre d'une phase initiale d'un plan d'action qui repose sur un pôle agricole de production de semences de blé, et le suivi de l'évolution des nouvelles variétés tout en veillant

à partager les expériences et les connaissances dans ce domaine. Pour sa part, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a souligné que son secteur œuvrait à renforcer les capacités de mobilisation des ressources en eau conventionnelles et non conventionnelles pour garantir la disponibilité de l'eau dans différentes régions du pays.

Concernant le forage des puits, il a fait savoir que le secteur avait apporté plusieurs facilitations pour obtenir des autorisations de forage à la faveur de la création d'un guichet unique au niveau des directions de wilaya de l'Hydraulique, ainsi que les instructions conjointes des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le ministère de l'Hydraulique en vue d'examiner les demandes d'autorisation de forage de puits dans un délai de 30 jours, faisant état de 3.300 autorisations accordées dans la wilaya d'Adrar depuis l'année 2020.

Le ministre a souligné que son département ministériel accompagnera l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) en identifiant les terres agricoles à créer et en développant un système permettant une exploitation optimale des eaux souterraines, dans le but d'assurer la disponibilité des produits agricoles et d'exporter le surplus. Pour sa part, le Secré-

taire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, a salué l'intérêt particulier accordé par les hautes autorités au secteur agricole, soulignant l'importance d'identifier les difficultés auxquelles font face les investisseurs dans le secteur agricole au sud. Dans le même contexte, le Bureau national des études de développement rural (BNEDEP) a présenté un exposé sur la stratégie du secteur agricole pour développer la production agricole dans les régions du sud, ainsi que les ressources dont regorgent ces régions, tandis que la Direction de l'Organisation et de la planification foncière au ministère de l'Agriculture a fait une présentation sur la promotion de l'investissement agricole à travers la mise en valeur des terres dans les wilayas du sud.

Au cours de cette rencontre organisée sous le thème "l'agriculture dans le sud, un atout majeur pour la sécurité alimentaire" des exemples d'expériences réussies en matière d'investissement dans les cultures stratégiques au Sud, ont été présentés par des investisseurs publics et privés.

La rencontre s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, des walis des wilayas du sud, des organisations patronales, des agriculteurs et des professionnels.